

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2656 - LUNDI 11 JUILLET 2016

DÉPARTEMENT DE LA LIKOUALA

Des réfugiés originaires de la RDC demandent une intégration locale



Arrivés au Congo depuis 2009, des réfugiés originaires de la République démocratique du Congo, qui ont trouvé asile dans le département de la Likouala, sollicitent leur intégration locale. Après l'entrée en vigueur de la clause de

cessation, le nombre de ces réfugiés ayant choisi de rester au Congo est actuellement estimé à 20 000 sur un total d'environ 160 000 qu'ils étaient. Le plus gros de l'effectif étant rentré au bercaïl. Depuis le 30 juin, ils ne bénéficient plus de l'assistance des

Nations unies, d'où leur demande d'une intégration locale exprimée au cours des échanges avec la ministre des Affaires sociales, Antoinette Dinga Dzondo, qui effectuait une mission d'évaluation à Betou.

Page 5

MARCHÉS PUBLICS

Jean-Didier Elongo reconnaît des avancées dans la mise en œuvre des commandes

Le directeur général du contrôle des marchés publics qui a livré, le 8 juillet à Brazzaville, un rapport à mi-parcours, a indiqué que son service « remarquait des avancées significatives dans les modalités d'octroi des marchés publics, le décaissement des fonds et le suivi d'exécution de ces marchés ».

S'appuyant sur les données recueillies dans les départements de Pointe-Noire, du Kouilou, du Niari, de la Lekoumou et de la Bouenza, Jean-Didier Elongo n'a pas, cependant, manqué d'appeler l'attention des maîtres d'ouvrage sur l'observance du code des marchés publics et la sincérité des opérateurs sollicités. De même qu'il a relevé des cas de dérapage flagrants dans l'exécution de certains marchés.

Page 3

DIPLOMATIE

Le Venezuela réaffirme son engagement à renforcer la coopération avec le Congo

Page 7

CONGO / ETATS- UNIS

Stéphanie Sullivan souhaite un partenariat plus fort



L'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique (USA) au Congo a, dans un discours prononcé le 7 juillet, à l'occasion de la célébration de la fête nationale de son pays à Brazzaville, invité les autorités congolaises à travailler pour construire un partenariat plus fort avec les USA. Stéphanie Sullivan a, par ailleurs, souhaité « un Congo plus démocratique et plus prospère, où les citoyens se sentent davantage en sécurité et bien servis par leurs élus ».

La diplomate américaine qui intervenait en présence du Premier ministre, Clément Mouamba, et plusieurs autorités gouvernementales du Congo, a exprimé sa foi en l'avenir des relations entre les deux pays.

« Chaque jour, je porte, près de mon cœur, une broche ayant deux drapeaux, ce qui reflète l'amitié que nous avons envers le Congo et son peuple. Je suis confiante que nos liens sont durables et notre amitié continuera. Tout comme nous nous tenons sur les épaules de nos ancêtres, de même nos enfants et petits-enfants se tiendront sur les nôtres », a-t-elle livré.

Page 8

DIVERSIFICATION
ÉCONOMIQUE

La PDDA œuvre à la mise en place d'une véritable filière agricole au Congo

En vue de booster la production agropastorale et construire une véritable filière agricole destinée à l'exportation, la Plate-forme dynamique deux pieds dans l'agriculture (PDDA) s'est dotée d'un conseil des producteurs. Il a, entre autres, mission d'attirer l'attention des décideurs publics et des partenaires au développement sur les activités agricoles.

Page 16

EAU ET ASSAINISSEMENT

Plus de 120 milliards FCFA seront mobilisés au profit de cinq localités

Page 3

EDITORIAL

Calme

Page 2

ÉDITORIAL

Calme

Le calme revenant sur la scène nationale après de longs mois d'agitation qui ont vu une partie de la classe politique s'opposer sans succès aux changements institutionnels proposés par l'Exécutif, le temps est venu pour l'opposition congolaise de réfléchir sérieusement à son destin. Ou bien, en effet, elle s'enferme dans le silence et l'inaction en ressassant ses échecs successifs et elle perdra toute crédibilité aux yeux des citoyens qu'elle avait réussi à séduire. Ou bien elle reconnaît son échec et s'organise pour donner le jour à une force politique capable de dialoguer avec les pouvoirs publics comme avec la majorité parlementaire et devenir ainsi un acteur incontournable de la Nouvelle République.

Divers indices recueillis ici et là, diverses réflexions entendues dans les milieux concernés donnent à penser que la seconde hypothèse est la bonne. Certes, ni les uns ni les autres ne permettent de conclure que le mouvement attendu par les observateurs de la scène congolaise se concrétise effectivement, mais ils fournissent un indice précis de l'évolution des esprits dans l'un des secteurs clés de notre jeune démocratie. Et ce changement de mentalité, s'il se confirme, contribuera à asseoir les nouvelles institutions sur des bases solides.

Pour comprendre l'enjeu de la partie qui se jouera dans les semaines à venir il faut avoir présentes à l'esprit deux réalités incontournables : la première tient à la Constitution que nous avons adoptée en fin d'année dernière et qui réserve à l'opposition une place officielle dans la gouvernance publique ; la seconde est que cette position ne se concrétisera que lorsque les formations politiques et organisations diverses se réclamant de l'opposition s'accorderont sur un programme et une organisation fiables. Ceci suppose, in fine, que du magma actuel où plusieurs dizaines de groupuscules prétendent incarner l'opposition sans la moindre légitimité, surgisse un groupe d'hommes et de femmes, d'élus et de leaders capables de s'unir pour occuper la place leur revenant de droit dans le nouvel ordre constitutionnel.

Autant dire que la partie qui se joue sous nos yeux et qui pourrait se traduire à terme rapproché par l'apparition d'une coalition politique digne de ce nom est importante.

Les Dépêches de Brazzaville

INTOX

Thierry Mougalla lève le voile sur certaines rumeurs compromettantes

Le ministre de la Communication et des médias, porte-parole du gouvernement, Thierry Mougalla a donné le 7 juillet dernier à Brazzaville, des éclaircissements sur certaines rumeurs qui alimentent le débat politique au Congo. Il a notamment épinglé l'affaire Commissimpex, la situation dans le Pool, la question du dialogue réclamé par une frange de l'opposition et l'arrestation du général Jean-Marie Michel Mokoko.



Le ministre Thierry Mougalla

Répondant à la question sur l'affaire commissimpex qui met en cause l'épouse du chef de l'Etat qui serait selon certaines langues assignée en justice, le ministre Thierry Mougalla a rétabli la vérité. « Ce n'est pas la justice américaine en tant que telle qui a convoqué l'épouse du chef de l'Etat mais plutôt les avocats de M. Hojeij patron de la société commissimpex et cette assignation a été faite simplement pour humilier les autorités congolaises; l'épouse du chef de l'Etat n'ayant rien avoir dans cette affaire », a dit le ministre. Et d'ajouter, « Si on dit que la dette appartient à l'Etat congolais alors, attaquons l'Etat mais pas une personne privée ».

Au sujet du Pool, le porte-parole du gouvernement a rappelé qu'il n'y a pas un problème politique dans ce département et que les actes perpétrés ici et là par les ex-combattants relèvent simplement du banditisme. Parlant des dernières attaques des

transporteurs dont les véhicules ont été brûlés, le ministre a dit : « il s'agit d'ex-combattants qui ont fui avec le pasteur Ntoumi ou qui sont en cavale soit avec lui ou à cause de lui. Je crois qu'on ne peut parler là d'un problème politique, c'est un problème qui relève de ce que je qualifierai de banditisme parce que manifestement ils s'en prennent à ces moyens de transport pour essayer de manger parce qu'ils ont faim », a-t-il dit.

Le ministre a lancé un appel aux « ex-combattants plutôt que de tenter à survivre en posant des actes qui relèvent d'exactions criminelles, de sortir de la forêt. » Thierry Mougalla a aussi expliqué qu'à propos du Pool, la question politique est réglée d'autant plus qu'il n'y a pas un originaire ou acteur politique de ce département qui souhaite que le pool redevienne une zone de non droit. « Le pool est dans la République et le gou-

vernement s'assurera qu'il en soit ainsi. Le reste c'est-à-dire les aspects judiciaires comme la traque du pasteur Ntoumi et tout ce qui en découle relèvent du droit commun », a-t-il commenté. Sur la question du dialogue, Thierry Mougalla a rappelé à la presse que la Constitution du 6 novembre 2015 prévoit la mise en place d'un Conseil national de dialogue. « Attendons que l'Etat mette en place l'institution parce que les dialogues que nous avons tenus jusque-là, étaient des dialogues « à-constitutionnels » c'est-à-dire qui étaient la volonté du chef de l'Etat. Etant donné qu'il n'y a pas de crise post-électorale, celui-ci est d'abord un état d'esprit qui consiste à privilégier la discussion non violente et non l'épreuve de force », a-t-il indiqué.

Enfin sur l'affaire du général Jean-Marie Michel Mokoko, Thierry Mougalla s'est indigné devant l'attitude de l'opposition dite radicale en lui renvoyant la responsabilité. « Les amis de l'opposition ne doivent pas faire preuve de mauvaise foi. Le code de procédure pénale du Congo n'a pas été fabriqué après le 20 mars 2016. C'est la loi du 13 janvier 1963. Et lorsque le ministre Pierre Mabila lance la procédure sur cette question, cela relève tout simplement de l'application de ce code de procédure pénale ».

Le ministre de la Communication a aussi évoqué la question de la crise que connaît le pays due aux turbulences dans le secteur du pétrole. « Cela n'est qu'une conjoncture, et l'Etat est en train de diversifier son économie avec la mise en valeur d'autres secteurs tels le transport surtout avec l'arrivée de nouveaux navires du groupe Bolloré. L'Etat congolais n'est donc ni en faillite ni dans une dépression nerveuse qui entraînerait un climat de panique », a-t-il conclu.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions :

Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutou-

mba (chef de service) ; Quentin Loubou,
Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane
Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Édition du samedi : Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice
Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain
Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté
de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya

n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des
annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-

signet, Brice Tsébé, Irin Mauouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngonu

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de
service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck
Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole
Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid
Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

EAU ET ASSAINISSEMENT

Plus de 120 milliards FCFA seront utilisés au profit de cinq localités

Le gouvernement a organisé, le 8 juillet, une table ronde avec la Banque africaine de développement (BAD), la Banque de développement des Etats d'Afrique Centrale (BDEAC), l'Union européenne, la Banque mondiale et l'Agence française de développement (AFD). Cette rencontre visait la mise en œuvre du projet de construction d'infrastructures d'adduction d'eau potable et d'assainissement dans cinq centres semi urbains, évalués à plus de 120 milliards FCFA.

Ce projet validé par le gouvernement et ses partenaires techniques et financiers, vise la construction des structures d'adduction d'eau potable et l'assainissement des districts de Boundji, dans la Cuvette ; Gamboma et Ongogni dans les Plateaux ainsi que Bouansa et Mouyondzi, dans le département de la Bouenza. Il s'exécutera en cinq volets essentiels. La première partie concerne la construction d'un certain nombre d'infrastructures d'eau dans chacun des centres semi urbains, pour un montant total de 16.417.573.524 FCFA. Le second volet du projet retenu, prévoit le traitement des eaux usées et la construction des latrines modernes dans ces cinq localités, pour un montant de 11.392.565.550 FCFA.

De même, il prévoit le drainage des eaux pluviales, pour un montant de 70.254.184.328 FCFA ; le traitement des déchets solides, d'une valeur de 17.175.000.000 FCFA ainsi que le volet opérationnalisation, chiffré quant à lui, à 5 milliards FCFA. Déterminés d'accompagner le Congo dans son processus de développement socioéconomique, ces bailleurs de fonds ont exprimé la volonté de développer, chacun dans son domaine d'intervention, d'autres projets sociaux supplémentaires. C'est ainsi que l'Agence française de développement (AFD) a prévu de renforcer ces investissements dans le secteur eau et assainissement, secteur pour lequel elle intervient déjà à hauteur de 186 millions d'Euros. L'Union européenne prépare, elle aussi, des interventions spécifiques dans le cadre du 11e FED en cours d'élaboration.

Pour sa part, la BDEAC et la Banque mondiale manifestent l'intérêt d'apporter chacune, des financements conséquents dans le domaine de l'alimentation en eau potable. Mais, avant que ces fonds ne soient mobilisés, ces partenaires techniques et financiers exigent au gouvernement, entre autres, d'initier des requêtes formelles, devant prendre en compte leurs spécificités.

Pour le directeur de cabinet du ministre de l'Energie et de l'hydraulique, Yannick Lionel Nkodia, qui a patronné cette réunion, le secteur eau et assainissement étant décisif, devrait être pris avec attention. « Cette initiative se propose d'influencer les volontés politiques, celles des bailleurs de fonds et autres partenaires financiers, afin que le secteur eau, assainissement et hygiène soit pris en compte dans les agendas politiques comme des axes stratégiques majeurs », a-t-il conclu.

Firmin Oyé

MARCHÉS PUBLICS

La DGCMP salue des avancées dans l'exécution des contrats

Malgré des notes de satisfaction dans l'ensemble, la Direction générale du Contrôle des marchés publics (DGCMP) déplore néanmoins quelques manquements dans l'exécution de certains contrats, notamment à Makabana (Niari) où plus de 756 millions de F CFA destinés à des chantiers auraient été dilapidés.

Un rapport à mi-parcours des activités 2015 a été dévoilé le 8 juillet dernier par le directeur général du CMP, Jean-Didier Elongo. Il concerne, selon lui, les départements de Pointe-Noire, du Kouilou, du Niari, de la Lekoumou, la Bouenza et Brazzaville dont plusieurs ministères (sauf l'intérieur et les Grands travaux, des rapports en vue), des établissements publics comme l'Université Marien-Ngouabi, la SNE...

En plus de contrôler à priori les marchés publics, la DGCMP suit également les modalités d'exécution de ces marchés où ils sont passés et qu'ils ont réalisés dans le pays. « Dans tous les cas cités, la DGCMP remarque des avancées significatives dans les modalités d'octroi des marchés publics, le décaissement des fonds et le suivi de l'exécution de ces marchés. Tous ces maîtres d'ouvrage sont réputés bons élèves », a déclaré Jean-Didier Elongo.

Par exemple, « à Pointe-Noire, la DGCMP a contrôlé plusieurs



Jean-Didier Elongo

marchés portés essentiellement sur les travaux d'aménagement des voiries urbaines. Tous ces travaux sont en cours d'exécution. Il ne reste qu'à réaliser l'imprégnation et la couche de roulement », a souligné Jean-Didier Elongo, ajoutant qu'au sujet du Chemin de fer Congo-Océan, sur 26 marchés contrôlés 5 ont connu un arrêt, faute de paiement.

Mais tous ne sont pas de bons élèves. « Une interpellation a été faite à l'encontre de Christophe Madeke, administrateur maire de la communauté urbaine de Makabana pour mauvaise gestion pendant trois ans (2012, 2013 et 2014) de fonds alloués à l'assainissement de cette commune, en raison de 21 millions par mois », a déclaré à la presse Jean-Didier Elongo.

Les travaux d'assainissement confiés à cet opérateur et autorité locale portaient sur la construction des caniveaux ; l'aménagement des jardins publics, de la gare routière, du cimetière public. « La DGCMP saisira les autorités compétentes pour qu'une enquête judiciaire soit ouverte à l'encontre de Christophe Madeke », a promis le directeur du CMP.

Un durcissement de ton à l'égard de deux sociétés dans le Kouilou. L'hôpital général de Loandjili a confié des marchés à deux sociétés qui n'ont pas convenablement fait le travail. Celles-ci ont été interpellées auprès de ce maître d'ouvrage pour mauvaise exécution des marchés.

Il s'agit de la société Foreco pour l'installation d'un forage de type industriel à l'hôpital, à hauteur de 25 millions de F CFA payés en partie. Ainsi que la société Comateg pour la réhabilitation de l'incinérateur à un montant de 17, 835 millions de F CFA.

Le directeur du CMP, Jean-Didier Elongo indique par ailleurs que son institution continuera d'attirer l'attention des maîtres d'ouvrage qui sont les ministères, les départements et communes, des établissements publics, industriels et commerciaux, sur la nécessité d'observer le code des marchés publics et la sincérité des opérateurs sollicités.

Fiacre Kombo

LE FAIT DU JOUR

USA : an 240 !

Mesures de sécurité particulières, le 7 juillet, autour du siège de l'ambassade américaine à Brazzaville où la cheffe des lieux, Stéphanie Sullivan, accompagnée du personnel de sa représentation diplomatique au Congo recevait des invités pour les 240 ans de l'indépendance du pays de l'Oncle Sam.

Quand on approchait de la place, on se soumettait à la politesse des agents postés pour la circonstance, en civil ou en uniforme, qui vous saluaient avec déférence et vous indiquaient la voie de passage. Franchissez le portique et vous accédez à la vaste cour fleurie de l'ambassade élevée aux abords du boulevard Denis Sassou N'Guesso, l'une des principales avenues de la capitale congolaise.

De manière générale, les Américains ont toujours le sens de l'humour et ils savent le distiller au bon moment. Il était en effet agréable cet accent

américain du français parlé par le modérateur de la soirée qui précédait l'ambassadeur. Il était aussi agréable d'écouter l'un après l'autre The star-spangled banner (la bannière étoilée), l'hymne américain, et La Congolaise, l'hymne du Congo, dans un silence citoyen.

Peut-être n'était-elle pas obligée de le dire, mais l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique a semblé épouser l'air du temps. Pour annoncer la présence de diplomates cubains à la cérémonie, soulignant que c'était pour la toute première fois qu'elle les avait invités. En poste à Brazzaville depuis près de trois ans, elle savait aussi que c'était depuis cinquante ans passés que Washington et la Havane ne s'adressaient pas la parole officiellement. Les tabous sont devenus caducs depuis quelque temps et c'est tant mieux pour l'amitié et la solidarité entre les peuples.

Satisfaite de la présence de nombreux convives, à commencer par le Premier ministre congolais, Clément Mouamba, ainsi que plusieurs membres du gouvernement, Stéphanie Sullivan a déroulé en français un speech de quelques quinze bonnes minutes.

On y retient, entre autres, qu'elle a appris à connaître le Congo: « Comme vous pouvez le voir, nous continuons à construire. Mais la construction, ce n'est pas seulement l'infrastructure, les briques et le mortier. Elle consiste aussi à renforcer les capacités humaines, à instaurer les systèmes équitables, et à bâtir les institutions qui sont plus fortes que tout individu ou groupe d'intérêt ».

Stéphanie Sullivan a aussi parlé de l'homme au sens où on devrait l'écrire avec un grand H, lorsqu'elle a cité le président américain, Barack Obama,

qui appelait lors d'un discours à Addis Abeba, l'Afrique à mettre fin au cancer de la corruption. « Nous ne pouvons pas compter sur les êtres humains à être « bons », et aucun pays n'est à l'abri des tentations de la corruption - y compris le mien. Nous avons tous besoin des règles claires qui définissent ce qui est acceptable, et ce qui ne l'est pas ». En cela, elle a déclaré soutenir « la promesse de lutter contre la corruption contenue dans le discours d'investiture du président de la République, Denis Sassou N'Guesso ».

7 juillet 1776-7 juillet 2016, cela fait deux siècles et quatre décennies que les Etats-Unis d'Amérique ont accédé à leur indépendance. Un temps laborieux durant lequel, grâce au génie de son peuple, ce pays est devenu, au fil des épreuves, une Nation respectée. Jeudi soir, à Brazzaville, la fête américaine était belle.

Gankama N'Siah

MINISTRE DU PLAN ET DE L'INTEGRATION
DIRECTION DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUE
Unité de Coordination du Projet
Courriel : pstatcongo@hotmail.com

**N° Avis : AMI N° 14 / PSTAT MANIFESTATIONS D'INTERET / DMI / C / 16 / Financement IDA 5500 CG
« RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL EN VUE DE L'ANIMATION D'UN ATELIER DE FORMATION A L'UTILISATION DU MODULE D'ELABORATION DES COMPTES NATIONAUX « ERETES » »**

1-Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un crédit de l'Association internationale de développement (IDA) pour le financement des activités du « Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « Recrutement d'un consultant international en vue de l'animation d'un atelier de formation à l'utilisation du module d'élaboration des comptes nationaux « ERETES »

2-L'objectif de la mission du consultant est de renforcer les capacités des cadres en charge d'élaboration des comptes nationaux de l'INS dans l'utilisation de l'outil informatique ERETES.

De façon spécifique, il s'agira de:

1. animer l'atelier de formation au module ERETES 2008 à l'intention des comptables nationaux;
2. asseoir une compréhension commune sur les concepts et les techniques de formulation des requêtes personnalisées;
3. utiliser les outils périphériques;
4. montrer comment faire des synthèses des travaux.

3-L'Unité de coordination du Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT), invite les candidat(e)s à fournir en français un dossier de candidature comprenant, un CV détaillé indiquant les missions similaires exécutées et une lettre de motivation.

4-Le Profil du consultant

-être titulaire, d'un diplôme d'ingénieur statisticien économiste ou d'un diplôme équivalent

-avoir au minimum huit (8) années d'expérience professionnelle dans le domaine de la statistique

-avoir une expérience pratique dans l'élaboration et la production des comptes nationaux avec l'outil ERETES, avoir une grande capacité de rédaction de notes méthodologiques;

-avoir des aptitudes à communiquer, à conduire des réunions et à animer des ateliers et séminaires de formation. Il doit être à même de travailler sous pression; avoir une connaissance parfaite du français (oral et écrit).

5-La sélection du consultant se fera en accord avec les procédures définies dans les Directives : Sélection et emploi des consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale (Version de janvier 2011, révisées en juillet 2014).

6-Les services du consultant s'étalent sur deux semaines pour une prestation de 10 jours ouvrables de travail effectif.

7-Les consultants intéressés peuvent obtenir les termes de références de ladite mission, tous les jours ouvrables de 8 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous.

8-Les dossiers de candidature doivent être déposés à l'adresse ci-dessous au plus tard le 26 juillet 2016 à 16h00 et porter clairement la mention (Candidature au poste de consultant individuel international en vue de l'animation d'un atelier de formation à l'utilisation du module d'élaboration des comptes nationaux « ERETES »

Bureau Passation de Marchés

A l'attention du Coordonnateur

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUES

UNITE DE COORDINATION DU PROJET, À BRAZZAVILLE, DERRIÈRE L'AMBASSADE DES ETATS UNIS D'AMÉRIQUE AU CONGO, BLOC 1, PARCELLE 70/59 BIS, ARRONDISSEMENT 2 BACONGO Tél : +242 22 613 31 08:

pstatcongo@hotmail.com



REPRESENTATION AU CONGO

14, rue Behagle
B.P. 972 Brazzaville/Congo

Tél : 00(242)2815441/2815544/2815786/6606400
Tél. Satellitaire : 00881631518213

Facsimilé : 00(242)2814513
E-mail : FAO-CG@fao.org

AVIS DE VACANCE DE POSTE N°005/FRCON/2016

Date de publication : 07 juillet 2016

Date limite de dépôt des candidatures : 20 juillet 2016

Dans le cadre de son nouveau projet qui vise à apporter une assistance technique au Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique, pour l'élaboration du Plan national semencier de la République du Congo, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) lance cet avis de vacance de poste en vue de recruter :

1. Un Consultant National Formulation du Document du Projet.

Lieu de travail : Brazzaville.

L'objectif de cette consultation est de rédiger le document du projet d'appui à l'élaboration du Plan national semencier de la République du Congo.

DOSSIER DE CANDIDATURE :

Le dossier de candidature (CV, PHF ou P11 à retirer à la réception de la FAO, copie du dernier diplôme et lettre de motivation non manuscrite) doit être déposé, sous pli fermé (en précisant sur l'enveloppe la mention « Avis de vacance de Poste N°005/FRCON/2016 » et « l'intitulé du poste »), à

Madame la Représentante de la FAO
BP. 972
14, rue Behagle, Centre-ville
Brazzaville/Congo.

Ou par voie électronique :

Objet : AVIS DE VACANCE DE POSTE N°005/FRCON/2016
A : FAO-CG@fao.org

Les personnes intéressées sont priées de retirer les termes de référence ainsi que le PHF ou P11 au bureau de la Représentation de la FAO ou d'en demander à l'adresse : Thechel.Ekougoulou@fao.org

Fait à Brazzaville, le 05 juillet 2016

Le Bureau de la FAO.



OUVERTURE DES INSCRIPTIONS POUR LA RENTREE ACADEMIQUE 2016 - 2017

-Bachelor en anglais pour les bacheliers toutes séries (diplôme de IFAM / France).

-Bachelor BBA 3 en français et en cours du soir pour les détenteurs de BTS(IFAM).

-Master of Business Administration, MBA(diplôme de ESLSCA / France).

-Master en Management des Ressources Humaines, MRH(diplôme de ESLSCA).

-Master en Contrôle de Gestion, MCG(diplôme de ITESCIA Paris).

-Master en Qualité - Hygiène - Sécurité - Environnement, MQHSE (ITESCIA).

Tel : 06 6388587 ; 04 43 14827 - escicinfo2013@gmail.com ;

www.escic-cg.com

NB : Remise des diplômes à la promotion 2013 - 2014 le 23/07/16 à la Chambre de Commerce.

OFFRE D'EMPLOI

Le Strategor Consulting Group (Cabinet Conseil en Management) recrute trois commerciaux pour un journal de la place en lancement.

Dossier à fournir : une lettre de motivation +CV

Lieu de dépôt des dossiers : Rez de chaussée immeuble Yoka Bernard (Cyber Café OFIS) ou contacter monsieur Patrick au 06 630 60 55 / 06 946 33 41

Date butoir de dépôt des dossiers : jeudi 14 juillet 2016 à 13h00.

DÉPARTEMENT DE LA LIKOUALA

Antoinette Dinga Dzondo : « L'intégration des populations autochtones est une œuvre de longue haleine »

La ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, a conduit du 6 au 8 juillet une mission conjointe des agences du système des Nations unies-gouvernement, à Bétou dans la Likouala, en passant par Enyellé. Après trois jours d'intenses activités, Antoinette Dinga Dzondo revient sur sa première mission de terrain dans la partie nord du pays.

Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : Mme le ministre, vous avez eu une série d'activités à Bétou avec les autorités locales, les réfugiés et les populations autochtones. Alors qu'est-ce qu'on peut retenir de votre séjour ?

Antoinette Dinga Dzondo (ADD) : Comme vous le savez, la mission principale du ministère des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité est de voir ce qui se passe au niveau des populations qui vivent dans la précarité pour leur donner la dignité humaine. Il s'agit notamment de toutes les populations vulnérables (handicapées, populations autochtones, malades, personnes de troisième âge, réfugiés). Dans mes discussions avec les partenaires au développement, il a été porté à mon attention qu'il y avait beaucoup d'activités qui se déroulaient ici dans la Likouala. C'est pour bien comprendre ce qu'on me disait, saisir l'importance, l'envergure des activités qui se mènent sur le terrain et préparer les projets et programmes à venir que j'ai effectué cette visite. Nous avons eu d'intenses activités, nous avons beaucoup visité, parlé et aujourd'hui je suis à même de dire que je peux mener les discussions avec les partenaires pour améliorer vraiment les conditions de vie des populations qui vivent dans la précarité.

LDB : Bétou, ce sont pratiquement des partenaires



qui œuvrent pour le bien-être de la population. Les agences du système des Nations unies et la société Likouala Timber sont-ils des partenaires de poids pour le gouvernement congolais ?

ADD : Ce que j'ai vu, c'est que beaucoup d'efforts ont été fournis et, au nom du gouvernement, j'aimerais remercier les agences du système des Nations unies qui aident les autochtones à s'intégrer. Mais l'intégration des populations autochtones est une œuvre de longue haleine. Peut-être devons-nous nous asseoir au niveau du gouvernement. Que voulons-nous qu'ils deviennent, ces peuples autochtones ? Est-ce qu'ils doivent rester dans la forêt pour que nous venions leur rendre visite de temps en temps, ou bien nous voulons vraiment en faire des citoyens congolais à part entière ? C'est une réflexion que nous allons

mener et, avec ce que j'ai vu, je suis maintenant capable de participer aux discussions, que ce soit au niveau du gouvernement ou avec des partenaires au développement qui veulent bien nous aider dans ce domaine.

Il y a un partenaire important ici qui participe et contribue au développement du département, notamment la société Likouala Timber. Je crois que nous devons aussi nous asseoir avec cette société pour regarder le développement de ce département avec cet acteur qui contribue de beaucoup. Nous avons aussi visité le Centre de santé intégré qui vit grâce à Likouala Timber qui a, non seulement fourni du matériel mais aussi de l'électricité et de l'eau. Nous avons visité des écoles, ce sont les mêmes problèmes que nous avons dans tous les départements : la qualité de l'éducation et de la formation, la qualité des infrastructures, des routes. En tout cas, tout

doit être revu, comment nous pouvons travailler main dans la main avec les agences du système des Nations unies pour réellement aller dans le programme du président de la République, « La marche vers le développement ». Ici, il y a encore beaucoup à faire. Avec ce que j'ai vu, ce que j'ai entendu, je me sens prête à participer aux discussions qui vont avoir lieu sur la préparation du prochain cycle du Plan national de développement (PND). Quand il s'agira de parler de la Likouala, je saurai qu'il y a des problèmes de désenclavement, d'assainissement, de ressources humaines, d'emploi. Il faut pousser la jeunesse à travailler puisqu'il y a beaucoup de potentialités, il faut montrer aux jeunes comment mettre en valeur toute cette richesse que nous voyons ici.

LDB : Et s'il y avait des leçons à tirer au terme de votre première visite de terrain ?

ADD : Les leçons, il y en a de plusieurs ordres, mais j'aimerais insister sur la cohabitation. Nous avons ici la première cohabitation entre les agences du système des Nations unies et les autorités locales. Ce que j'ai appris, c'est que la communauté urbaine de Bétou concentre un grand nombre d'agences du système des Nations unies par rapport aux autres départements du pays. J'ai parlé aux autorités et aux représentants des agences, il faut qu'ils dialoguent beaucoup pour une cohabitation harmonieuse, pour éviter des soupçons. Il faut bien communiquer, la transparence dans ce que nous faisons et une bonne communication, cela va éviter

les soupçons.

La seconde leçon, c'est la cohabitation entre les réfugiés et les populations de Bétou. Ce que j'ai perçu, les deux s'accusent. A notre arrivée, j'ai parlé d'éviter de promouvoir des inégalités, et ce que j'ai perçu, c'est que les nationaux pensent que tout est fait en faveur des réfugiés. De leur côté, les réfugiés disent que nous avons des droits, ils oublient qu'ils ont des devoirs. On les a accueillis, mais ils veulent tout et la population nationale se défend. Il y a donc cette friction, le gouvernement devrait regarder cette question avec beaucoup de tact parce que les questions de peuplement, de migration, de réfugiés se mélangent à un moment donné et on ne sait plus qui migre et qui est réfugié. Je pense que c'est maintenant qu'il faut éviter que les problèmes s'aggravent. Il y a la commission tripartite, regroupant le gouvernement congolais et ceux des pays concernés et le HCR qui devait permettre de regarder ces choses. Je suis venue, j'ai vu, j'ai entendu, je pourrais aussi contribuer aux discussions pour que la situation ne s'envenime. Les réfugiés pensent qu'ils ont tous les droits, mais je leur ai rappelé qu'ils ont aussi des devoirs.

LDB : Et pour terminer !

ADD : Je remercie le système des Nations unies de m'avoir permis de venir toucher du doigt les réalités du terrain parce que j'en ai profité aussi pour discuter avec mes collaborateurs. Ils m'ont exposé les difficultés dans lesquelles ils vivent. Je remercie également les autorités locales qui nous ont accueillis.

Parfait Wilfried Douniama

Des réfugiés demandent une intégration locale

La doléance a été posée le 7 juillet au cours des échanges avec la ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, Antoinette Dinga Dzondo, qui vient de séjourner à Bétou, dans la Likouala

Arrivés en grand nombre dans la Likouala depuis 2009, les réfugiés de la République démocratique du Congo (RDC) dont le nombre est actuellement estimé à environ 20 000 ne bénéficient plus de l'assistance des Nations unies depuis le 30 juin dernier. Devant ce qui apparaît désormais comme impasse après 6 ans de présence au Congo, c'est que ces réfugiés logés au site du 15 avril en compagnie de leurs collègues centrafricains arrivés en 2013, demandent une intégration locale. Ainsi, ils ont trois options

dont le rapatriement volontaire qui a déjà permis le retour de 140 000 d'entre eux et l'intégration locale qui pourrait se faire au cas par cas.

Les Centrafricains demandent l'accès à la terre

De leur côté, les 15 000 réfugiés centrafricains, ayant traversés le fleuve Oubangui depuis avril 2013 ont posé, devant le représentant du Programme alimentaire mondial (PAM), David James Bulman, le problème de la ration alimentaire qui est peu variée et qui ne répond plus dans certaines familles. C'est ainsi qu'ils ont souhaité que le gouvernement puisse tout faire pour qu'ils aient accès à la terre afin de leur permettre de réaliser des activités génératrices de revenu pour couvrir leurs besoins. Au cours de cette mission, la mi-

nistre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, et sa suite ont visité l'Espace Amis des enfants du site du

15 avril mis en place depuis 2013 par l'Unicef pour offrir aux enfants de 2 à 5 ans un environnement protecteur et stimulant qui



Les élèves évoluant à l'Espace amis des enfants ; crédit photo Adiac

puisse favoriser leur bien-être et leur développement. Sur place, on note une bonne ambiance qui règne entre les enfants réfugiés, autochtones et bantous qui sont actuellement estimés à environ 400. La délégation s'est également rendue au centre nutritionnel thérapeutique où 30 enfants suivent actuellement des soins intensifs à cause de la malnutrition. Elle a, par ailleurs, lancé la campagne de déparasitage au site du 15 avril, remis des kits scolaires aux élèves des différentes écoles de Bétou ainsi que des équipements sportifs, des vivres et non-vivres aux réfugiés de la localité. Rappelons qu'au niveau de l'éducation, le district de Bétou connaît un déficit en personnel enseignant du préscolaire au lycée.

P.W.D.

LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION

Les spécialistes proposent la création d'un Conseil national

La mise en place de la structure est l'une des sept recommandations formulées, à l'endroit du gouvernement, par les participants à l'atelier sur l'examen du niveau d'intégration de la nutrition dans le budget de l'Etat, tenu du 7 au 8 juillet à Brazzaville.

Les directeurs des études et de la planification de différents ministères, les experts en nutrition, les représentants des chefs des agences du système des Nations unies et d'autres partenaires au développement veulent être victorieux dans la lutte contre la malnutrition. A l'issue de l'atelier sur le niveau d'intégration de la nutrition dans le budget de l'Etat, ils ont en effet formulé quelques recommandations pour y parvenir. « Intégrer la nutrition dans le plan national de développement 2017-2021 ; créer au niveau du ministère de la Santé et de la Population un programme national de nutrition », a souligné Lambert Kitembo, directeur de l'hygiène publique qui a donné lecture du mot du séminariste.

Par ailleurs, les participants à l'atelier ont souhaité que les lignes budgétaires destinées à la nutrition soient renforcées au niveau des



Les participants en plénière. Crédit photo Adiac

ministères qui en disposent et qu'elles soient inscrites au niveau des départements ministériels qui n'en ont pas. Un plaidoyer devrait être engagé auprès des parlementaires en vue du vote et du contrôle des budgets sensibles à la lutte contre la malnutrition. Les campagnes de

sensibilisation des différents acteurs, à ce sujet, doivent aussi être renforcées et que les nutritionnistes soient recrutés à tous les niveaux. Ce

sont-là les recommandations sur lesquelles ont débouché les travaux qui se sont faits par groupe, selon les thèmes, avant les débats en plénières, entre participants satisfaits d'atteindre, selon eux, les objectifs fixés à l'ouverture de cet atelier.

Le secrétaire général de la

présidence de la République, Jean Baptiste Ondaye, qui est aussi le point focal national de SUN/Congo a abondé dans le même sens. « Nous

pouvons nous féliciter des résultats auxquels nous sommes parvenus, qui sont conformes à nos attentes », a-t-il dit. Ce dernier a, en outre, précisé que 4 ministères sur 10 disposent des lignes budgétaires explicites consacrées à la lutte contre la malnutrition. Aussi, selon

lui, des faiblesses ont été relevées en ce qui concerne les enveloppes budgétaires qui demeurent pour l'instant insuffisantes. « Excepté le ministère en charge de l'Agriculture, de la pêche et de l'élevage dont l'enveloppe budgétaire consacrée à la promotion de la lutte contre la malnutrition atteint les 23% du budget sectoriel, dans les autres ministères, celle-ci ne dépasse pas les 3% des budgets sectoriels respectifs pour une norme internationale fixée à 7%. Ce qui montre que les efforts restent encore à faire », a souligné Jean Baptiste Ondaye pour qui l'avenir du mouvement SUN au Congo est plein d'espoir.

En rappel, Scaling Up Nutrition (SUN) est un mouvement qui milite contre la malnutrition et la sous-alimentation dans le monde. Au Congo, c'est Jean Baptiste Ondaye qui en est le point focal et l'atelier dont il a ouvert et clôturé les travaux s'inscrit bien évidemment dans la philosophie du combat mené par ce mouvement.

Rominique Nerplat Makaya

Peinture complète sur tous types de véhicule

du 05 Juillet au 05 Octobre 2016

GLAD SERVICES

OFFRE PROMOTIONNELLE

Votre voiture

mérite la plus belle des robes !

4X4

590 000

FCFA TTC

BERLINE

490 000

FCFA TTC

* Hors carrosserie et Pièces de rechange

POINTE-NOIRE

📍 :13 Rue Côte Matève

☎ :+242 05 550 6363

☎ :+242 05 313 2997

BRAZZAVILLE

📍 :Bld Denis Sassou Nguesso

☎ :+242 06 938 7898

☎ :+242 05 313 2998

DIPLOMATIE

Le Venezuela réaffirme son engagement à renforcer la coopération avec le Congo

L'ambassadeur de la République Bolivarienne du Venezuela, Norma Borges, qui s'exprimait le 9 juillet, à l'occasion de la célébration de la fête nationale de son pays, estime que le Congo est l'un des pays africains qui a une grande volonté de travailler avec le Venezuela.

ganiser des activités socio-culturelles, éducatives, sportives pour la croissance dans le cadre de la solidarité, la coopération et le grand respect que nous éprou-

té à certains apprenants « d'avoir un emploi dans certaines entreprises de communication, hôtellerie et autres ». Plusieurs initiatives pour raffermir

munautés du Congo. Par ailleurs, l'ambassadeur du Venezuela a félicité le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, pour son « soutien à la paix », au Congo et dans d'autres pays africains, comme en République Centrafricaine où il a assuré la médiation internationale. « Ce qui a rendu possible la tenue d'élections libres et transparentes qui ont donné au pays un président élu ».

Le soutien du Venezuela à l'Union africaine et d'autres pays où sont installées ses missions diplomatiques avec des programmes d'assistance et de coopération, n'est pas passé sous silence. Ça été aussi une fierté pour elle de rappeler que le Venezuela dispose de dix-huit ambassades en Afrique, et qu'à travers celle-ci, il entretient les relations avec les 54 pays de ce continent.

« Aujourd'hui le Venezuela est actif et a été élu en tant que membre permanent du conseil de sécurité des Nations unies pour assurer un monde juste. De même, le pays a été réélu en tant que membre du Conseil des droits de l'Homme. En juillet dernier, il a été réélu membre du conseil économique et social des Nations unies pour la période 2017-2019. Et pour cela, nous remercions le gouvernement congolais pour ce soutien », a déclaré l'ambassadeur.

Dans la foulée, elle a annoncé la tenue, en septembre prochain au Venezuela, du 17ème sommet du Mouvement des pays non-alignés.

Yvette Reine Nzaba



Norma Borges prononçant son discours (DR)



Une vue des invités

Pour célébrer le 205ème anniversaire de l'indépendance de son pays, la diplomate vénézuélienne a organisé une réception sympathique dans un hôtel de la place. La cérémonie a été marquée par la présence de plusieurs ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires d'autres Etats, des chefs des missions diplomatiques accrédités au Congo, ainsi que des représentants des organisations internationales. Le gouvernement congolais était représenté par Rosalie Matondo, et Arlette Soudan Nonault, respectivement ministre de l'Economie Forestière, du Développement Durable et de l'Environnement, et ministre du

Tourisme et des Loisirs.

Dans son message, Norma Borges a salué l'excellence des relations entre son pays et le Congo, deux Etats qui, selon elle, partagent largement les mêmes origines culturelles.

« Le Congo et le Venezuela doivent s'appuyer mutuellement dans différents domaines. En particulier, au sein des Nations unies », a-t-elle souhaité, en félicitant « solennellement » le gouvernement de la République du Congo pour son soutien à la République Bolivarienne du Venezuela.

« Nous réaffirmons notre fidèle engagement de continuer à or-

vous au peuple congolais avec lequel nous avons des liens historiques », a-t-elle précisé.

En outre, elle a rappelé les actions que l'ambassade du Venezuela ne cesse de diversifier au Congo, comme en témoigne le programme « Parrainer une Ecole en Afrique » mis en place en 2012, et qui a permis à la représentation diplomatique de « réhabiliter, rénover et faire des dons à certaines écoles » de Brazzaville. Sans oublier l'atelier de formation interculturelle Hugo Chavez Frias qui a permis de dispenser des cours d'Espagnol gratuits à 2000 personnes pour une durée de 9 mois. Ce qui a donné la possibi-

les relations

La diplomate Norma Borges s'est aussi félicitée de l'existence de plusieurs initiatives visant à raffermir les relations congolo-vénézuéliennes en matière de défense, de protection et de conservation de l'environnement ; la création de la Forêt du Venezuela dotée de 7160 arbres dans la sous-préfecture d'Ignié ; la création d'associations d'amitié entre les peuples vénézuélien et congolais.

Ajouté à cela, la création du Bataillon sportif Congo-Venezuela, qui a pour mission de promouvoir des activités sportives et culturelles dans les différents secteurs et com-

Total E&P Congo réhabilite le bâtiment du laboratoire d'analyses médicales de l'hôpital général Adolphe Sicé

L'infrastructure totalement rénovée a été remise à Sidonie Plaza, directrice générale de cet hôpital par Pierre Jessua, directeur général de Total E&P Congo (TEPC) au cours d'une cérémonie qui a eu lieu le 25 juin. D'un coût de 50 millions FCFA, les travaux qui ont duré 8 mois permettront de renforcer la capacité de cet hôpital à réaliser les examens d'hématologie, de biologie, de microbiologie et de bactériologie. Le bâtiment qui répond maintenant aux normes va aussi offrir au personnel médical un espace fonctionnel permettant d'améliorer l'accueil des patients.

Cette cérémonie qui a aussi marqué la réouverture de ce laboratoire a connu la présence, entre autres, du directeur départemental de la santé et du président de la société médicale Pointe-Noire/Kouilou. D'entrée de jeu, Pierre Jessua a donné l'importance dudit laboratoire biologique. Il a expliqué : « Le laboratoire de biologie médicale constitue l'un des maillons indispensables de la chaîne de soins. D'après les spécialistes de la santé, près de 80% des données chiffrées dans le dossier médical d'un patient sont les résultats de tests de laboratoire. Par ailleurs, l'évolution de la médecine confirme chaque jour l'importance des analyses de biologie médicale dans le dépistage, l'établissement de diagnostics et le suivi des traitements administrés aux patients. »

Tel que l'a présenté Sidonie Plaza, ce laboratoire est l'un des 31 services qui composent l'hôpital général Adolphe Sicé, hôpital de 2e niveau de référence créé depuis 1930. Il est constitué de cinq unités notamment : l'hémo-

logie, la biochimie, la microbiologie, l'anatomopathologie et la biologie moléculaire qui est en cours d'installation. Le bâtiment qui l'abritait étant devenu vétuste et ne répondant plus aux normes, les travaux qui ont duré 8 mois s'avéraient nécessaires. « Le laboratoire dans son ancienne configuration était devenu vétuste au fil des ans et surtout ne répondait



plus aux normes du fait d'un circuit patient non lisible, d'un zonage des espaces utiles qui n'isolait pas la zone de travail ; permettait au contraire le passage des flux étrangers. Il devenait alors nécessaire et urgent de repenser cette organisation infrastructurelle pour améliorer l'accueil et la qualité des services », a expliqué la directrice générale.

Dans sa nouvelle configuration ce bâtiment qui, de fait est désormais plus adapté à la pratique des activités de laboratoire comporte : une zone distincte affectée aux malades (zone d'accueil et d'orientation y compris la caisse et la zone de prélèvement), une zone de traitement où l'on retrouve les cinq unités du laboratoire et une

zone pour le personnel. D'après Sidonie Plaza, les travaux de réfection vont permettre de sécuriser à la fois le personnel de l'hôpital, les patients et le matériel. Un aspect qui, pour elle, contribuera davantage à la performance au moment où l'hôpital général Adolphe Sicé dans sa vision s'inscrit dans la certification progressive de ce service.

Selon la directrice générale, ce laboratoire offre aux populations une activité diagnostic à hauteur de 150.000 examens en moyenne par an avec une prédominance d'examens de biochimie et d'hématologie. Une performance qui, d'après elle, découle du bon accueil et de l'accessibilité du coût des examens. Tenant compte du caractère public de cette infrastructure, Sidonie Plaza a appelé le personnel à la préserver. Par ailleurs, s'exprimant au nom de la population de Pointe-Noire, elle remercie Total E&P Congo pour son appui important. Félicitant la directrice générale qui a œuvré pour la réfection de ce bâtiment Pierre Jessua a souligné la fierté de Total E&P Congo d'avoir

financé ces travaux et émis le souhait « de voir le laboratoire contribuer d'avantage à l'amélioration de la prise en charge médicale des populations de Pointe-Noire et du Kouilou. »

Il sied de rappeler que Total E&P qui accorde une grande importance à l'amélioration du système de santé de la République du Congo a signé une convention avec l'Hôpital général Adolphe Sicé. La réfection du laboratoire d'analyses figure parmi les projets retenus dans le cadre de ce partenariat scellé il y a trois ans et qui arrive à échéance cette année. C'est dire qu'outre la réhabilitation du laboratoire la société a déjà réalisé d'autres actions au profit de la population de Pointe-Noire et du Kouilou. Il s'agit entre autres de la réhabilitation du bloc d'accouchement et du circuit interne de distribution d'eau et de plomberie, l'élaboration du schéma directeur de l'hôpital, la formation de 13 médecins urgentistes, la protection électrique des services vitaux par l'installation des onduleurs performants. En matière de santé la société a déjà aussi mené d'autres actions en dehors de l'hôpital Adolphe Sicé. Elle apporte également son soutien aux centres de santé traitement ambulatoire de Pointe-Noire et de Brazzaville qui ont accueilli près de 10.000 personnes en 2015.

Par ces actions, Total E&P Congo contribue à l'amélioration du système de santé du pays qui passe par le renforcement de capacités en matière de diagnostic, la dotation en structures, matériels et équipements adéquats. L'occasion a ainsi permis à Pierre Jessua de saluer les efforts fournis par le gouvernement de la République dans ce cadre. La cérémonie de remise du bâtiment du laboratoire d'analyse de l'Hôpital Adolphe Sicé s'est achevée par la visite de l'ouvrage.

DIPLOMATIE

Les Etats-Unis et le Congo pour un partenariat plus fort

Dans son discours prononcé le 7 juillet, à l'occasion de la célébration à Brazzaville de la fête nationale Américaine, l'ambassadeur des Etats-Unis au Congo, Stéphanie Sullivan, a souhaité que les liens d'amitié et de coopération entre les deux pays soient renforcés.

« Chaque jour, je porte, près de mon cœur, une broche ayant deux drapeaux, ce qui reflète l'amitié que nous avons envers le Congo et son peuple. Je suis confiante que nos liens sont durables et notre amitié continuera. Tout comme nous nous tenons sur les épaules de nos ancêtres, de même nos enfants et petits-enfants se tiendront sur les nôtres », a déclaré la diplomate américaine devant une foule d'invités venus pour célébrer cette fête de l'indépendance.

Sur ce, elle estime qu'il faille « continuer à travailler ensemble pour construire un partenariat plus fort », œuvrer pour « un Congo plus démocratique et plus prospère », où les citoyens, a-t-elle ajouté « se sentent davantage en sécurité et bien servis par leurs dirigeants élus ». Au-delà, elle a invité tout le monde à être « de bons gestionnaires de la terre et nos sociétés, pour le bénéfice des générations futures ».

Dans son message, elle a également évoqué la nécessité de créer un espace pour un dialogue « pacifique et constructif », qui est également « une valeur détenue par les sociétés pluralistes modernes, qui reconnaissent que les défis complexes nécessitent de nombreux points de vue différents ».

Pour appuyer ses propos, elle a repris la phrase de Stevens Vaughn, un artiste américain autiste, qui vient de séjourner à Brazzaville, lorsqu'il a déclaré que, « tout le monde a besoin de cerveaux de tout le monde ». Elle a souhaité que tout le monde apprenne de cet artiste à être plus reconnaissant des pensées et des points de vue des autres.



Stéphanie Sullivan délivrant son message



Des diplomates suivant le discours de l'ambassadeur des Etats-Unis

Parlant de l'Afrique, notamment de la corruption et autres maux qui gangrèment ce continent, l'ambassadeur des Etats-Unis s'est référée à un extrait du discours d'investiture du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso. Pour sa part, elle a promis soutenir cette promesse faite par le président de la République, de lutter contre la corruption.

« Tout aussi importants pour le développement, sont les politiques et les institutions qui soutiennent la croissance économique, l'inclusion et la diversité politique. L'Etat de droit, la transparence fiscale, et pas la moindre, la responsabilité, sont des principes de base de la bonne gouvernance », a-t-elle précisé.

Sur le changement climatique, une autre promesse faite, cette fois, par les dirigeants du monde, la diplomate américaine a rassuré que son pays se conforme aux objectifs de la COP21 de « lutter contre le changement climatique, et de protéger la flore et la faune magnifiques du bassin du Congo, deuxième poumon de la planète ».

En ce qui concerne la paix et la sécurité en Afrique, les Etats-Unis, a-t-elle dit, reconnaissent qu'elles sont essentielles pour le développement et la prospérité, et que son pays poursuit le partenariat pour « améliorer la stabilité régionale et protéger les vies civiles en formant des gardiens de la paix congolais pour la MINUSCA en

République Centrafricaine ». Elle a également rappelé le rôle que les Etats-Unis jouent dans le cadre du renforcement de la sécurité maritime.

La fête de l'indépendance...

Cette année, les Etats-Unis célèbrent leur 240ème anniversaire. La fête nationale américaine commémore la signature de la déclaration de l'indépendance du 4 juillet 1776 par les treize colonies d'Amérique du Nord, qui se libéraient alors de l'autorité britannique.

Bien que la Guerre d'indépendance ait fait rage jusqu'en 1783, la fête nationale a tout de même été fixée au 4 juillet, en mémoire du premier texte politique formant les Etats-

quant cet événement a rassemblé, dans les locaux de l'ambassade des Etats-Unis, de nombreux invités de marque, parmi lesquels: le Premier ministre, Clément Mouamba, représentant le gouvernement.

A ses côtés, le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, les autres membres du gouvernement, les personnalités de toute obédience politique, sans oublier les corps diplomatiques accrédités au Congo, conduits par leur doyenne, Charlotte Fayanga. Pour la première fois, l'ambassade de Cuba a été représentée, un détail important que la diplomate américaine n'a pas manqué de souligner, suscitant même les ovations du public. En outre, l'am-



Une vue des invités

Unis d'Amérique et énonçant les Droits fondamentaux inspirés de la philosophie des Lumières.

« Notre déclaration d'indépendance commémore les valeurs, et non la victoire du champ de bataille. Comme nous mettons un accent particulier sur la valeur fondamentale mise en avant dans la déclaration que tous les gens sont très égaux, avec des droits tels que le droit à la vie, à la liberté, et à la poursuite du bonheur, je voudrais affirmer la conviction américaine que ces droits fondamentaux appartiennent à tous les peuples, partout », a-t-elle expliqué.

A Brazzaville, la cérémonie mar-

bassadeur Stéphanie Sullivan qui manipule assez bien le lingala, l'une des langues nationales, a rappelé ce qu'il y a de commun entre les Etats-Unis et le Congo, en annonçant une collection d'arts américains qu'elle a choisie et présentée en sa résidence même, pour refléter, a-t-elle indiqué les idéaux que les deux pays valorisent.

Toutefois, elle a souligné la compétence et l'esprit d'entrepreneuriat dont les jeunes congolais font montre en vue de créer des emplois. Son pays croit « dans le potentiel du Congo à s'appuyer sur le passé pour créer un avenir meilleur pour tous les Congolais »

Yvette Reine Nzaba



SÉCURITÉ GUARD CONGO



NOS SERVICES

-Gardiennage et intervention
Protection,
Accompagnement
VIP, HP, Stars
à la demande du client
sécurité incendie



Email : groupeyanick@yahoo.fr

www.securityguardcongo.com

Tél. : 01 679 78 78 - 06 679 78 78

CHRONIQUE

67mn pour Nelson Mandela

Nelson Mandela, un nom qui continue à retentir au 21^{ème} siècle et qui sert de faire-valoir pour toute action en faveur de la paix et comme référence parmi les exceptions humaines.

Depuis novembre 2009, l'Assemblée générale des Nations unies a fait du 18 juillet, date anniversaire de cet illustre grand homme, la « Journée internationale Nelson Mandela » en honneur à son apport inestimable, comme ancien président sud-africain mais aussi en fonction de sa contribution à la culture de la paix et de la liberté.

À l'unanimité lui sont reconnues toutes ses valeurs qu'il a si ardemment défendues et son dévouement au service de l'humanitaire, lui a valu d'être distingué à jamais dans les domaines du règlement des conflits, par exemple ou encore dans la promotion et la protection des droits de l'Homme et l'égalité des sexes...

En décembre 2015, l'Assemblée générale s'est déterminée à élargir la portée de cette Journée internationale afin qu'elle serve également à promouvoir des meilleures conditions de détention humaines, à rappeler que tous les détenus n'en demeurent pas moins des membres de la société et l'importance pour leur réinsertion du travail social qu'ils accomplissent.

Ce qui a nécessairement contribué à soulager un tant soit peu leur traitement et la dénomination officielle de ce dernier en « Règles Nelson Mandela » en hommage à son œuvre accomplie, du fait non seulement de son combat mondial en faveur des droits de l'Homme, de l'égalité, de la démocratie et de la promotion d'une culture de paix mais aussi pour cet homme qui a passé 27 ans de sa vie en prison.

Le Mandela day existe donc depuis 2010, et depuis, chaque année le 18 juillet, jour de sa naissance, les Nations unies et la Fondation Nelson Mandela ont à cœur d'exhorter le monde entier à consacrer 67 minutes de son temps en aidant les autres, une manière originale de commémorer cette Journée internationale qui lui est consacrée à servir les autres et le bien public et en souvenir aussi des 67 années de militantisme du vieux leader Sud Africain.

Il n'est point utile aujourd'hui de rappeler le combat de celui qui pendant 67 ans, a brandi sa main fermée en un poing et a mis sa vie au service de l'humanité, non seulement en sa qualité d'avocat spécialiste des droits de l'Homme, mais aussi comme prisonnier de conscience et premier président démocratiquement élu d'une Afrique du Sud libre.

Le principe simple suivant a été mis en exergue, avec un simple geste de solidarité, on peut faire un pas en avant en direction du mouvement mondial pour le bien ainsi l'on a inscrit son action sur le site dédié (EN) et fait passer le message sur les réseaux sociaux avec le hashtag #MandelaDay.

Il est vrai que le vieux sage n'est plus de ce monde car il s'est éteint le 5 décembre 2013, à l'âge de 95 ans, mais les Nations unies ont tenu à maintenir cette date effectivement toujours dans leur calendrier. Ainsi donc nous devons Tous ensemble nous diriger vers ce monde qu'il continue de nous montrer sans cesse et sans discrimination des races et contre la pauvreté.

Ferréol Constant GASSACKYS

TIC

Le groupe Cami antenne de Bacongo inaugure sa salle de formation multimédias



Photo de famille avec les récipiendaires/Photo Adiac

L'ouverture le week-end dernier de cette salle de formation est intervenue lors du premier anniversaire de cette antenne située dans le deuxième arrondissement de Brazzaville. Elle marque la fin d'un exercice d'activité et l'ouverture d'un autre. Une occasion pour les organisateurs de jeter un regard vers le passé et projeter l'avenir.

Au cours de cette cérémonie, le coordonnateur du groupe Cami, Arsène Vembé Moukouma a remercié les formateurs ainsi que tous les apprenants, pour les avoir facilité l'acquisition de la présente salle de formation multimédias. Il en est de même pour des parents et tuteurs qui, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de vulgarisation des nouvelles Technologies de l'information et de la communication (TIC) en milieu jeune et professionnel ont soutenu la qualité architecturale et le confort.

« Notre centre, certes expérimenté, continue à mettre en œuvre, des politiques en matière de formations dans certains domaines des TIC, notamment au travers des églises qui, jadis étaient des espaces saints d'animation de nos formations. Il sied, cependant, de souligner que la nouvelle politique de la gestion des formations aux TIC vise des objectifs qui dépassent le cadre de la simple formation ; car, celle-ci intègre désormais les aspects : d'éducation, de formation, d'instruction, favorisant la performance d'une entreprise, ou d'une personne qui est une exigence vitale et désormais permanente dans le

contexte de la vie professionnelle. Être bien formé, c'est être garant d'une meilleure performance », a déclaré le coordonnateur du groupe Cami.

Cet investissement vient, en effet, renforcer la volonté du groupe Cami d'implanter dans tous les arrondissements de Brazzaville et les départements du Congo des salles de formations multimédias.

Cette évolution a nécessité encore des investissements d'un niveau élevé, aussi bien dans la formation que dans l'acquisition de l'immobilier et l'équipement informatique. Fort de cela, le groupe Cami assurera ainsi, à la fois une forte proximité et un haut niveau de service à une clientèle jeune, active et nouvelle, qui découvrira une autre façon d'apprendre les TIC. Le groupe a, à cet effet, mis à la disposition de sa clientèle un espace unique où, l'accueil, le confort et la compétence sont associés.

Notons par ailleurs qu'à l'ouverture de la rentrée métiers 2016-2017, le groupe Cami poursuivra avec ténacité ce cap, chacune de ses formations doit pouvoir apporter une réponse adéquate, adaptée et de qua-

lité à chaque type de besoins. Ecole, entreprises, professionnels, communautés technologiques, investisseurs, particuliers, et sans emplois, doivent tout simplement se sentir pris en charge et accompagnés sur le chemin qu'ils cherchent à tracer. Toutes les équipes du groupe Cami seront mobilisées dans cet état d'esprit afin d'orchestrer au quotidien les valeurs uniques et fondamentales d'éthique et d'excellence. Une visite guidée de la salle a été effectuée avant que le centre ne procède à la remise des diplômes aux récipiendaires précédée de quelques exposés.

Les caractéristiques de la salle

La salle multimédias du groupe Cami mesure 15m sur 8m. Elle est équipée de 25 PC en réseaux écran plat 19" HP et 8 PC HP Pentium dual core 8Go ram / 500 Go HDD. Il y a une vidéo projecteur et écran de projection 40P ; 10 ordinateurs portables Dell, le tout accompagné d'une connexion Internet. La contenance de cette salle climatisée est de 25 places assises devant; 15 tables bureaux à deux places ; 30 fauteuils roulants ; 2 imprimantes Hp1510 ; un tableau marqueur de 8m plus un laboratoire de langues.

Bruno Okokana

Chères sœurs du Congo Brazzaville, vous pouvez dès aujourd'hui proposer votre candidature pour participer au projet de soutien et de développement de votre entreprise, l'Incubateur Sounga Nga. Il vous suffit de télécharger et remplir votre dossier puis de le renvoyer à l'adresse mail indiquée.

> Téléchargez ici votre dossier de candidature : www.fondationsounga.org/sounga-nga



S.N.E
SOCIÉTÉ NATIONALE D'ÉLECTRICITÉ
 Direction Générale Présidence du Directoire
 Siège Social : Bd Denis SASSOU NGUESSO
 BP. 95 – Tél. /Fax. : 81-05-66
 BRAZZAVILLE
 REPUBLIQUE DU CONGO

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 022F/SNE/DG/CGMP/2016

Objet : Acquisition des équipements de contrôle.

1. Dans la perspective de mieux desservir l'énergie électrique, la Société Nationale d'Electricité (SNE) procède depuis peu à la construction et la réhabilitation de ses postes de distribution dans l'ensemble du réseau national. Suivant les nouvelles missions statutaires des services en charge de la distribution et commercialisation, elle a l'intention de financer sur fonds propres l'acquisition des valises d'injections et appareils de mesure.
2. A cet effet, elle sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir ce matériel. La liste exhaustive des fournitures est contenue dans le dossier d'appel d'offres (bordereau descriptif et quantitatif).
3. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert à tous les candidats éligibles.
4. Les candidats intéressés peuvent se renseigner sur le dossier d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : Cellule de Gestion des Marchés, 2^{ème} étage de l'immeuble du siège social de la SNE de 08h00 à 17h00. Ils peuvent également s'en procurer à l'adresse mentionnée ci avant, contre un paiement non remboursable de 125 000 F CFA, payable en espèce.
5. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le 11 Août 2016 à 13h00 et seront ouvertes le 11 Août 2016 à 14h00 en présence des représentants des candidats qui le souhaitent à l'adresse ci-après : salle des réunions de l'immeuble du siège social de la SNE, sise 4^{ème} étage. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Une garantie d'offres, d'un montant de deux millions (2 000 000) F CFA est requise. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission et être adressées à l'attention de Monsieur Louis KANOHA ELENGA, Directeur Général Président du Directoire/corneilleobonga@yahoo.fr; amourespoirabe@yahoo.fr, Tél : 222 81 06 58/ 242 05 538 08 02/ 242 06 688 88 58/ 242 05 588 88 58.

Louis KANOHA ELENGA.-



Programme Alimentaire Mondial APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

La Représentation Nationale au Congo - Brazzaville du Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies procédera à l'actualisation de sa liste restreinte de compagnies fournissant des services logistiques au Congo - Brazzaville :

- Opérations portuaires, articles alimentaires et non alimentaires en vrac ou conteneurisés
- Entreposage dans le port, prestation de service de stockage
- Transport, rail et route Pointe - Noire / Brazzaville et Pointe - Noire / Nkayi
- Transit interne, articles non alimentaires en vrac ou conteneurisés
- Opérations aéroportuaires : articles non alimentaires

A ce propos, le PAM voudrait porter à la connaissance du public que toute entreprise intéressée, existant au Congo - Brazzaville et jouissant du Droit Congolais avec représentation physique au Congo - Brazzaville, est priée de récupérer le questionnaire de pré-qualification à partir du 07/07/2016,

•AUX LIEUX SUIVANTS :

1. Bureau National du PAM à Brazzaville, sis : Avenue du Général De Gaulle, derrière l'Institut Français (ex CCF), à côté de l'UNICEF (République du Congo) Tél. +(242) - 06.971.46.03 Mlle Krishna MANIKA : +(242) - 06.975.97.60
2. Sous-Bureau du PAM à Pointe-Noire, sis : Autoroute de l'aéroport, derrière l'hôtel Palmeira (République du Congo) Tél. et contact : M. Antoine Pujols AMBOU : +(242) - 06.976.01.40

•OU PAR EMAIL en écrivant à l'adresse

suivante :

brazzaville.procurement@wfp.org (avec comme sujet AMI/LOG-006-1/2016)

Ce questionnaire de pré-qualification devra être dûment rempli, signé et cacheté et retourné au PAM en mains propres ou par email sous format scanné, accompagné des copies de tous les documents officiels (dossier fiscal complet en rapport avec les activités citées ci-dessus) demandés au plus tard le 21 juillet 2016 à 17H00. Seuls les dossiers complets (questionnaire + pièces justificatives) seront pris en compte par le Comité des Contrats du PAM dans le processus de référencement des fournisseurs. Ce questionnaire sera analysé, puis une présélection de fournisseurs potentiels sera faite, suivie d'une visite des installations/ Magasins, Entrepôts.

Les rapports de visites seront analysés par un comité, et une liste définitive sera retenue. Le PAM se réserve le droit de ne pas donner suite à cet appel à manifestation d'intérêt ou de ne présélectionner aucun des candidats. Il se réserve également le droit de demander des informations complémentaires aux organismes présélectionnés.

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter :

•M. Didier MBEDI tél. : +242. 06.971.46.03 ou M. Romuald MIKOUNGUI tél. : +242. 06.882.04.75 au Bureau National du PAM à Brazzaville,
 •M. Antoine Pujols AMBOU au Sous-Bureau du PAM à Pointe-Noire, tel: +242.06.976.01.40

Le groupe des Universités d'Etat de Russie - RACUS en association avec le Centre culturel russe à Brazzaville et le Consulat Honoraire de Russie à Pointe-Noire vous invitent à



ETUDIER EN RUSSIE

HAUTE QUALITÉ • PRESTIGE • RECONNAISSANCE MONDIALE

Médecine générale (en français et en russe); Pharmacie (en français et en russe); Médecine dentaire (en français et en russe); Médecine vétérinaire (en anglais et en russe); Pétrole et gaz (en anglais et en russe); Agronomie (en anglais et en russe); Génie civil (en anglais et en russe); Génie mécanique (en anglais et en russe); Géologie; Génie des mines; Technologie des procédés de transport; Sciences économiques; Gestion; Architecture; Télécommunication; Informatique; Aviation; Construction navale et navigation maritime et plus de 500 filières médicales, techniques, économiques et humaines dans plus de 20 meilleures universités.

LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES!

WWW.EDURUSSIA.RU

Frais d'études et d'hébergement:
de 2500 à 3500
 dollars américains par an

Adresses pour les inscriptions:

à Pointe-Noire

Avenue Moe Telli, Centre - ville,
 Arr. 1 Lumumba (Rond - point Davum)
 Tel: +242 055005560; 044806918

à Brazzaville

Centre culturel russe de Brazzaville,
 Avenue Amilcar Cabral
 (à côté de Casino, ex-Score)
 tél.: 22.281.19.22, port.: 06.664.62.95

IN MEMORIAM



11 juillet 1996-11 juillet 2016.

Voici 20 ans que Fabien Kassoumba, inspecteur des sports, a été arraché à l'affection des siens.

En cette date de triste souvenir, ses filles (Lucienne, Blanche Laure et Ornella), ses beaux fils, ses frères, ses sœurs ainsi que toute sa famille se souviennent encore de lui. Toujours affligés, ils rendent grâce à Dieu de ce que son âme repose en paix.

A cette occasion, des messes seront dites, les 10 et 11 juillet à 7 heures et le Dimanche 17 juillet 2016 à 10 heures, en l'église Notre Dame de Fatima.

«Papa! La terre te cache, mais nos cœurs te voit toujours».

NÉCROLOGIE

François Dydé Ansi et les enfants Oko (Michel- ayal; Jean Luc; Anicet; Carine et Fleury) ont la profonde douleur de faire part aux amis et connaissances du décès de leur père Michel Oko «Ambassa», agent retraité des Brasseries du Congo, survenu le vendredi 08 juillet 2016 à Brazzaville des suites d'une maladie.

La veillée mortuaire se tient au n°32, rue Tokou à Mpila (Dr Blacher).



Del Martial Mombongo, la famille, le cercle des amis et tous les sapeurs, ambassadeurs de l'époque, informent parents, amis et connaissances du décès de Paul Ndey (Sex Babayila) survenu le vendredi 1^{er} juillet 2016 à Brazzaville.

Les veillées mortuaires ont lieu :
 Au domicile familial, n°49, rue Assienne Mikalou (arrêt Louami);

Au, n°86, rue Lénine au bar Le BOA.

Le programme des obsèques se présente comme suit :
Mercredi 13/07/2016.

- 9h00 : levée du corps à la morgue du CHU
- 10h00 : recueillement au bar Le Boa;
- 12h00 : recueillement au domicile familial;
- 15h00 : départ pour le cimetière Bouka;
- 17h00 : fin de cérémonie.

POINTE-NOIRE

La SN-PLASCO a organisé une opération promotionnelle du basket-ball du 1^{er} au 3 juillet

Les activités ont débuté vendredi 1er juillet par une conférence de presse co-animée dans un hôtel de la place par Nicolas Roux, Directeur Général de la Société Nouvelle des Plastiques du Congo (SN PLASCO), entreprise productrice de l'eau minérale naturelle Mayo, et Nobel Boungou Colo double champion de France de basket-ball. Ces activités se sont poursuivies le même jour par l'inauguration du terrain de basket de l'école 31 décembre dans le troisième arrondissement Tié-Tié en présence du Ministre de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso accompagné d'Alexandre Honoré Paka, préfet du département de Pointe-Noire et de diverses autorités sportives et administratives de ce département y compris quelques agents de la SN-PLASCO et les amoureux du basket et d'autres invités.

Au cours de ces trois journées, des séances de découverte du basket ont été proposées aux jeunes enfants dont l'âge oscille entre 7 et 12 ans des six arrondissements de Pointe-Noire (Tié-Tié, Lumumba, Moumvou, Loandjili, Mongo-Mpoukou et Ngoyo). La fin de cet événement a été consacrée à un match entre les jeunes espoirs de la ligue



organiques et intellectuelles, de l'enfant ou de l'écolier. Le basket promet une orientation scolaire comme l'a souligné le DG de la société SN-PLASCO, la pratique du sport à l'école peut susciter des vocations et développer des talents comme cela est aujourd'hui le cas pour le grand basketteur international, Nobel

expliqué qu'il a envie de faire rêver ces jeunes apprenants en partageant avec eux quelques techniques du jeu notamment, des passes, des dribbles, des tirs afin qu'ils prennent plus de plaisir encore pour ce sport. «C'est en jouant que l'on peut prétendre devenir un jour champion, je me sens très honoré de passer

sable au développement harmonieux de l'enfant et de leur bonne santé. « Les différents ateliers qui se sont déroulés au cours de cette cérémonie permettront à chaque enfant de s'initier à la pratique du basketball avec l'appui d'un champion de cette discipline et des animateurs de la ligue départementale du basket de Pointe-Noire », a-t-il signifié. Cet événement s'inscrit dans la volonté clairement affichée de la SN Plasco de promouvoir le sport en général, déjà manifestée par les organisations passées du fameux Raid Mayo, du Mayo Beach Soccer et Mayo Beach Volley organisés chaque année à Pointe-Noire, des sponsorings de divers événements sportifs dans tout le pays.

Qui est Nobel Boungou Colo ?

Agé de 28 ans, il est né le 26 avril 1988 à Brazzaville, mesure deux mètres deux, et occupe le poste d'ailier. C'est à l'âge de 15 ans qu'il débute sa carrière de basket. Repéré par Orléans, il signe son premier contrat professionnel lors de la saison 2007-2008. Il a un palmarès important et a reçu, diverses distinctions personnelles: 2005-2006, vainqueur du



départementale de basket de Pointe-Noire, un concours à 3 points et un autre concours de dunk avec les dix meilleurs basketteurs de la ville océane.

Signifiant l'intérêt et le respect du partenariat public-privé observé par la société SN PLASCO en vue de l'initiation des jeunes à la pratique du basket et l'installation des infrastructures sportives dans les écoles de Pointe-Noire, le ministre Anatole Collinet Makosso a reconnu l'importance de la pratique de ce sport pour l'épanouissement des enfants et des jeunes écoliers. «Conformément au programme du gouvernement de la République sur la promotion du sport en milieu scolaire d'une part et la responsabilité sociétale des entreprises d'autre part, je suis heureux de réceptionner ce jour la réhabilitation de ce stade de basket de l'école 31 décembre, don de la société SN-PLASCO à la dite école. Le sport est une discipline scolaire à travers l'éducation physique sportive, il développe les capacités motrices,



Boungou Colo » a-t-il déclaré. Exprimant ainsi l'engouement du basket chez les jeunes à l'occasion de cette manifestation, Nobel Boungou Colo a expliqué qu'il est surpris et ravi de cet engouement manifesté par les jeunes basketteurs du Congo en général et de Pointe-Noire en particulier. Il a ainsi

quelques moments du basket avec ces jeunes, je vais apprendre quelques fondamentaux de ce sport à ces derniers. Certains parmi eux maîtrisent quelques notions du jeu » a-t-il indiqué. Nicolas Roux a rappelé pour sa part que la pratique du sport est fondamentale pour les enfants, celle-ci est indispen-

trouphée coupe de France avec l'Alerte Juvisy Basket NM3 ; 2008-2009, finaliste trophée du Futur Espoir Pro A avec Orléans, finaliste de la Semaine des As en avec Orléans, vice champion de France Pro A avec Orléans ; 2011-2012, finaliste de la coupe de France avec Limoges, champion de France Pro B avec Limoges, vainqueur du match des champions avec Limoges ; 2014, champion de France Pro A avec Limoges ; 2015, champion de France Pro A avec Limoges. Participation au All-Star Game LNB : 2012, 2013, 2014 et 2015, MVP du All-Star Game LNB en 2012, joueur MVP LNB en janvier et avril 2014.

Le clou de ces trois journées était marqué par le dévoilement au public de la plaque inaugurale du stade de basket, la remise des médailles et des trophées aux équipes vainqueurs et aux athlètes qui se sont distingués.

COOPÉRATION

L'Égypte offre des matériels informatiques à la RDC

Ce don d'une valeur estimé à douze mille dollars américains est composé de 20 ordinateurs (fixes), 5 laptops, 5 imprimantes et 5 scanners destinés aux services du secrétariat général à la coopération régionale du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale.

L'Ambassadeur d'Égypte en RDC, Hany Salah Moustafa, a remis, le 8 juillet dans les installations de l'ambassade situées dans la commune de la Gombe, au secrétaire général à la Coopération régionale, Joseph Nkoy Baume, un don des matériels informatiques destinés aux services du ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale. Ce lot est composé de 20 ordinateurs (fixes), 5 laptops, 5 imprimantes et 5 scanners.

Ce don, d'une valeur de 12 mille dollars américains, vient de l'Agence égyptienne de partenariat pour le développement, qui est une branche du ministère égyptien des Affaires étrangères. Il constitue, selon le diplomate égyptien et les confirmations du secrétaire général à la coopération régionale, la réponse à une demande de la partie congolaise formulée lors des travaux de la commission mixte qui a réuni les

experts de ces deux pays, dans le cadre de la coopération et du développement.

Un geste symbolique

Expliquant ce geste du gouvernement égyptien, l'Ambassadeur Hany Salah Moustafa a noté que ce don est un geste symbolique sur l'accompagnement du pays du président Sisi au processus du développement de la RDC. Le diplomate égyptien a également rappelé, citant un rapport congolais, que l'Égypte reste le plus grand pays qui organise les formations pour des cadres congolais. A l'en croire, il y a également plusieurs projets dans le cadre de la coopération entre l'Égypte et la RDC, sur les domaines de la santé, de l'électricité, de l'eau, de la jeunesse et des sports, etc. La réhabilitation et l'équipement des services ophtalmologiques des Cliniques universitaires et de l'Hôpital général de Kinshasa



Remise symbolique des matériels informatiques par l'Ambassadeur Hany Salah Moustafa au SG Joseph Nkoy Baume. Photo Adiac.

notamment fait partie des projets réalisés dans le cadre de cette coopération.

Soulignant les rapports entre le chef de l'Etat congolais, Joseph Kabila Kabange, qui avait, dernièrement, séjourné en Égypte lors de l'inauguration du nouveau canal de Suez, et le président égyptien, Abdel Fattah al-Sisi, ainsi que entre le gouvernement

congolais conduit par Matata Ponyo et le gouvernement égyptien, Hany Salah Moustafa a fait la promesse de la continuité de cette relation entre les deux pays.

Le secrétaire général à la coopération régionale, qui s'est entouré des membres de la direction de la coopération bilatérale africaine, a confirmé la formation des cadres congolais de plusieurs domaines,

par l'Égypte. Pour lui, ce geste du gouvernement égyptien est une preuve de bonnes relations entre les deux pays. « Par cet acte, vous venez de nous démontrer, une fois de plus, que l'Égypte a toujours été et reste un accompagnateur de la RDC », a-t-il dit. L'Égypte, a poursuivi ce haut cadre de l'administration congolaise, n'est pas seulement un pays ami du Congo mais également, un frère. Le secrétaire général Joseph Nkoy Baume a, par ailleurs, rappelé que l'Égypte a été aux côtés de la RDC depuis la veille de l'indépendance. Les premiers leaders congolais, a-t-il, en effet, expliqué, sont allés se ressourcer auprès des grands panafricanistes égyptiens.

L'Ambassadeur Hany Salah Moustafa, qui est à la fin de son mandat en RDC, a souhaité que son pays et le Congo continuent dans la même lancée sur le plan de la coopération, soulignant les différents projets de développement conçus pour la RDC. Il a appelé les Congolais à réserver à son successeur le même soutien qu'il a bénéficié d'eux.

Lucien Dianzenza

RWANDA-RDC

Plus de malentendus autour des limites de la frontière terrestre

La RDC va bientôt récupérer un espace d'environ 30 mètres actuellement occupé par le Rwanda au niveau de la première borne frontière, a annoncé le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur Evariste Boshab.

Les experts du Rwanda et de la RDC ayant travaillé d'arrache-pied depuis des mois pour localiser sur le terrain l'emplacement des vingt-deux bornes qui démarquent la frontière rwando-congolaise telle que définie en 1911 par

du reste mineurs devant sanctionner ce travail.

A l'heure qu'il est, la commission des experts des deux pays s'attèle à la reconstruction des vingt-deux bornes physiques, pour la plupart détériorées du fait de l'usure, sur un tracé allant de la ville de Goma jusqu'au mont Ehu. C'est aux fins de se rendre compte du travail abattu par la commission mixte que le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, Evariste Boshab a effectué le 8 juillet une visite d'inspection à Goma au Nord-Kivu, précisément dans la zone

les spécialistes disent nous sommes au-delà de notre frontière, que nos populations acceptent. C'est pour éviter des malentendus et des conflits inutiles. Il n'y a pas que nous qui perdons. Mais, il arrive aussi à des endroits où nous gagnons beaucoup. Et ce n'est pas que, nous avons perdu mais nous avons construit au-delà de nos frontières.

Il faut qu'on rentre au sein de notre propre maison », a martelé Evariste Boshab. Dans la foulée, il a indiqué que la RDC était en passe de récupérer un espace d'environ 30 mètres actuellement occupé par le Rwanda au niveau de la première borne frontière juste là où le Rwanda a érigé ses bureaux d'immigrations, à la Grande barrière, entre Goma et Gisenyi. Il a annoncé revenir à Goma dans les prochains jours pour une cérémonie officielle de réception des bornes construites.

Entretemps, la zone neutre entre les deux pays est actuellement occupée par des maisons construites par des Congolais et des Rwandais. Faudra-il les déplacer ou carrément les détruire ? Là est toute la question à laquelle devront répondre les deux pays appelés à trouver un compromis.

Alain Diasso

OPPOSITION

La Dynamique hésite à intégrer la structure issue du Conclave de Genval

Ce regroupement politique refuse, en effet, de voir son autonomie d'action se diluer dans une supra structure prônant une administration verticale avec tout le risque d'affaiblir son opérationnalité sur terrain.

La Dynamique, cette plate-forme regroupant des partis et personnalités politiques de l'opposition opposés au glissement du mandat présidentiel au-delà de 2016 se veut autonome dans son action. Il n'est nullement question pour ce regroupement politique d'être infodé à une quelconque méga structure et hypothéquer ainsi l'idéal sur lequel repose son combat politique. Tel est, en somme, le discours qui ressort de la déclaration des partis et personnalités membres de cette plate-forme publiée le 8 juillet et lue par Me Eve Bazaïba Masudi, secrétaire général du MLC. Tout en soutenant, par principe, l'unité d'action de l'opposition, les signataires de ce document font observer que cela « ne doit pas annihiler ou méconnaître l'autonomie d'action de chaque parti membre ou, tout simplement fusionner la Dynamique dans une quelconque supra structure ». Et de préciser que leur plate-forme « est soutenue par le peuple grâce à son opérationnalité sur terrain et non par rapport à une administration verticale qui favorise le positionnement politicien ». Evoquant les résolutions issues du Conclave de Genval, les signa-

taires notent qu'il s'agit là, ni plus ni moins, que des répétitions des différentes positions de la Dynamique depuis sa création. Quant à l'idée d'intégrer le Rassemblement pour la défense des valeurs de la République, la plate-forme créée à l'issue du Conclave de Bruxelles, la Dynamique émet des réserves. Le fait que cette structure repose sur une administration verticale et lourde ne la rassure pas surtout qu'au-delà, le risque de diluer l'autonomie des partis membres de la Dynamique et d'affaiblir son opérationnalité sur le terrain, est perceptible. Aussi, tout en reconnaissant la pertinence des résolutions du Conclave de Genval qui entrent en droite ligne des thèmes défendus par leur plate-forme, les membres de la Dynamique disent réfléchir sur la structure baptisée « Rassemblement » issue du Conclave de Genval. Bien plus, ils scrutent la possibilité de conclure des partenariats avec d'autres plates-formes de l'opposition poursuivant les mêmes objectifs, à savoir, l'alternance politique en RDC dans le délai prévu par la Constitution.

Pour rappel, la Dynamique a été créée pendant la session parlementaire de septembre 2014 au sein de l'Assemblée nationale en vue de contrer les tentatives de violation de la Constitution telles que décelées par l'opposition dans le projet de loi modifiant la loi électorale qui conditionnait la tenue des élections par le recensement général de la population.

A.D.

les colonisateurs belges et allemands, sont arrivés au bout de leur travail. Cette commission mixte Rwanda-RDC s'attèle donc, depuis juillet 2015, à la reconstitution des bornes physiques dans la partie du Nord-Kivu sur recommandation de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs (CIRGL). Au final, chacun des deux Etats ne s'est plaint d'une éventuelle perte de son territoire, si ce n'est quelques ajustements

frontalière dite « Grande barrière ». Il s'est lancé dans une campagne de sensibilisation de la population l'invitant à accepter les résultats du travail de délimitation de la frontière tel qu'effectué par les experts de deux pays. Il a expliqué le bien-fondé de cette démarche tendant à évacuer les conflits frontaliers résultant surtout de l'établissement des populations de deux pays au-delà de leurs frontières respectives.

« A partir du moment où

ARRIÉRÉS DE SALAIRE D'IBENGE

Barthélemy Okito donne sa version des faits

Secrétaire général aux Sports, Barthélemy Okito est pointé du doigt en ce qui concerne les six mois d'arriérés de salaire du sélectionneur Florent Ibenge. Une rumeur ou une information lui prêtée indique qu'il s'intéresse au salaire du coach des Léopards de la RDC jusqu'à réduire ces arriérés de six à deux mois. Il donne sa version des faits.

Les six mois d'arriérés de salaire du sélectionneur des Léopards, Florent Ibenge Ikwange, a focalisé l'attention des journalistes au cours de la conférence de presse animée le 5 juillet 2016 au siège de la Fédération congolaise de football association (Fecofa) par le patron du staff technique national. Sur instance de ces derniers, Florent Ibenge affirmait qu'il n'avait pas touché son salaire depuis six mois et qu'il n'avait pas compris pourquoi le secrétaire général aux Sports, Barthélemy Okito Oleka, avait bien auparavant déclaré qu'il ne s'agissait que de deux mois d'arriérés de salaire. Florent Ibenge fustigeait aussi une sorte de mafia qui pourrait exister et tempêter: « Je ne laisserai pas une partie de mon salaire à quelqu'un qui ne fait

rien ». Quelques heures après la conférence de presse, le secrétaire général aux Sports a réagi aux propos du sélectionneur des Léopards, dans une intervention sur la radio RTGA/World. Barthélemy Okito a indiqué: « Je ne peux pas parler de salaire de Florent Ibenge, parce que j'en connais la vérité. Les gens qui m'incriminent sont manipulés par la Fédération congolaise de Football (Fecofa) ». Le Premier ministre, a-t-il dit, avait donné des instructions afin que les arriérés du sélectionneur soient épongés. Selon le secrétaire général aux Sports, le ministre des Sports Denis Kambayi avait fait venir Florent Ibenge afin d'harmoniser les vues et avoir des précisions sur les deux cents mille dollars américains que réclamerait le sélectionneur des



Barthélemy Okito Oleka, secrétaire général aux Sports

Léopards ; savoir s'il s'agissait du salaire, des frais de loyer ou des frais de voyages.

« Je n'ai jamais parlé de cette affaire des arriérés de salaire de Florent Ibenge. C'est faux tout ce qui circule comme information sur ma personne. Je suis profon-

dément touché et l'opinion doit savoir que c'est moi qui ai fait qu'il soit sélectionneur des Léopards. C'est moi qu'il a contacté le premier. Je n'ai pas à envier son salaire. Le mal pour moi tire sa source dans le fait que j'ai dénoncé les manœuvres de la Feco-

fa, en vue de lutter contre l'impunité. J'ai fait mon travail comme secrétaire général, et les gens m'ont haï. Je pense que c'est un règlement des comptes », a plaidé Barthélemy Okito sur Radio Rtga/World relayé par le quotidien L'Avenir de ce même groupe de presse.

Martin Engimo

ÉLECTRICITÉ

Comment le projet Nelsap augmentera le taux national d'accès de 4 à 7 %

Le Programme d'action subsidiaire des lacs équatoriaux du Nil (Nelsap), qui vient de connaître un dénouement avec l'approbation par la Banque africaine de développement (Bad) d'un don de 11 millions de dollars US le 6 juillet dernier, prévoit concrètement, pour sa partie RDC, de combler le déficit énergétique des deux Kivu, de promouvoir les échanges d'énergie avec les pays interconnectés, d'accroître la desserte au niveau national et enfin d'aider la population kivitienne dépendante des groupes diesel à faire des économies.

En termes de réalisations, la composante RDC intègre la construction d'une ligne 220 KV entre Goma et Bukavu (sur une distance de 95 km) et du poste de Buhadahanda, la construction de la ligne 220 KV entre Goma et Gisenyi (sur une distance de 13 km) et du poste de Goma ainsi que les études, le suivi, la supervision et la gestion du projet. Avec ces travaux, l'on s'attend à une augmentation de la fourniture en électricité pour arriver progressivement à combler une demande non satisfaite de 115 MW. À l'instar de Kinshasa qui affiche un taux de desserte de 56 %, les deux Kivu connaissent certes un plus grave déficit en électricité comblé par le biais des générateurs électriques fonctionnant au diesel. Il faut ajouter à cela les interruptions intempestives de l'alimentation en électricité. Le projet s'intéresse essentiellement à l'hydroélectricité. Pour la Bad, la baisse du coût obtenu en autoproduction permet ainsi de mettre en œuvre l'une de ses missions qui concerne la facilitation de l'accès durable à l'électricité dans toute la région d'Afrique. Pour le cas des pays d'intervention du projet, ils enregistrent des taux d'accès à l'électricité assez faibles, variant entre 2 à 17 %.

En mettant en œuvre le projet Nelsap dans la sous-région des lacs

équatoriaux du Nil, l'objectif global poursuivi vise à améliorer l'accès à l'électricité. Le rêve devient réalisable grâce à une augmentation attendue des échanges transfrontaliers en électricité. Le projet va établir des interconnexions entre l'Ouganda et le Rwanda ainsi que le Kenya et l'Ouganda. Au-delà, il prévoit de renforcer certaines qui existent déjà comme les interconnexions entre le Burundi, la RDC et le Rwanda.

Avec un financement total attendu de 223 millions de dollars américains, le projet Nelsap couvre un total de 5 pays, en l'occurrence la RDC, le Rwanda, le Burundi, le Kenya et l'Ouganda. La Bad cofinance la composante RDC du projet avec les Pays-Bas qui ont apporté un don de 6,5 millions d'euro au pays. Pour le reste du financement de Nelsap, il viendra toujours de la Bad mais également de l'Union européenne, du gouvernement allemand et de la banque allemande pour le développement (KfW), de l'agence japonaise de coopération internationale, du gouvernement des Pays-Bas et de l'agence suédoise de coopération internationale au développement. Il est prévu que les pays bénéficiaires y contribuent également à hauteur de 10 millions de dollars américains.

Laurent Essolomwa

PUBLICATION DE L'EXAMEN D'ETAT

Kinshasa mise sens dessus dessous

La publication le 6 juillet de l'examen d'Etat (édition 2016) s'est négociée dans une ambiance infernale dans la capitale.

La ville n'a pas dérogé au rituel qui veut que l'événement soit célébré avec faste jusqu'à faire sauter le verrou de la décence. La montée de la fièvre avait été ressentie la veille dans plusieurs quartiers où les élèves finalistes sont restés

l'entremise d'un opérateur de la téléphonie cellulaire, les élèves finalistes piaffaient d'impatience. Une fois les données disponibles sur le réseau, des explosions de joie ont fusé de partout. A Lemba terminus, Place Pascal, rond-point Ngaba, Ndjili Sainte Thérèse etc, les heureux lauréats ont laissé libre cours à leurs fantasmes. Chacun y allait de ses caprices. Culbutes, pleurs, cris de joie pour les uns et course

entreposés à l'entrée des bars à ciel ouvert. Par petits groupes, des lauréats affluaient vers des grands carrefours à l'instar de la Place Victoire transformée, le temps d'un éclair, à un espace foraine. Dans chaque famille où vit un lauréat, les portes sont restées ouvertes toute la nuit. La bière a coulé à flots, du moins pour ceux qui en avaient les moyens. Cheveux et visages saupoudrés,



Des lauréates savourant leur réussite

presqu'éveillés, le cœur serré, en attente des résultats. Nonobstant les avertissements du Commissaire provincial de la Police/Kinshasa appelant les finalistes à la modération et à la contenance afin de prévenir tout débordement, les réalités du terrain ont montré les limites de ce rappel à l'ordre.

Rassemblées dans de grands carrefours en attente des résultats qui devraient être communiqués par

déchaînée pour les autres. Le dernier acte de cette hystérie collective a été dit, le même soir, dans les débits de boissons et autres terrasses, pris d'assaut par des lauréats en liesse.

Kinshasa a, pour ainsi dire, été mise sens dessus dessous par ces nouveaux diplômés. Toute la nuit, vuvuzela, bières et sifflets ont rivalisé de bruyance à côté des décibels que renvoyaient des baffles

vêtements débridés (jeans déchirés au ras de fesse, petites culottes, mini-jupes, blouses dos nu etc), les jeunes-filles dites de la génération « facebook » ont fait sensation. La morale publique en a subi un sacré coup. Avec 66% du taux de réussite recensé, rien que pour Kinshasa, une telle déviation était quasi prévisible dans une ville où l'on épie la moindre occasion pour faire la fête.

Alain Diasso

Le Numéro 2 de la Monusco quitte son poste pour l'Institut Themis en Côte d'Ivoire

Après trois ans de service comme numéro 2 de la composante militaire de la Mission de l'Onu pour la stabilisation de la RDC (Monusco), le général Jean Baillaud quitte son poste fin juillet pour rejoindre en septembre l'institut Themis, à Abidjan en Côte d'Ivoire.

Il occupera le poste de directeur de la formation à l'Institut d'études stratégiques et de défense (IESD), en charge de la formation d'officiers supérieurs ivoiriens. « J'ai conscience de l'honneur qui m'a été fait d'exercer pendant trois ans ces responsabilités à la tête d'une force de 2000 militaires, dans la plus grande des missions de la paix des Nations unies », a déclaré le commandant adjoint de la Monusco.

Le général Jean Baillaud a exercé des missions de maintien de la paix au Liban, en Bosnie et au Kosovo, puis à New York auprès de l'ambassadeur de France au Conseil de sécurité, au département des opérations de maintien de la paix de l'Onu. Des fonctions qui le conduiront après en RDC, pour la première fois en 2005, en Sierra Leone, au Timor-Oriental, au Darfour, en Syrie, au Mali.

Le départ du général Jean Baillaud n'est pas apprécié à Kinshasa. Pour le ministre de la Défense, Crispin Atama Tabe, c'est « une mauvaise nouvelle », évoquant sa « bonne collaboration », une « véritable interface » avec l'état-major général des Forces armées congolaises (FARDC). Il a participé à la création de la brigade d'intervention, une force au mandat offensif de 3000 hommes intégrée dans la Monusco. « Je garderai le regret de ne pas avoir fait plus pour épargner des vies innocentes », a déclaré le commandant adjoint de la Monusco. En RDC, on craint que son départ n'empire la situation. Par ailleurs, la France a condamné l'attaque qui a causé la mort de 9 personnes le 4 juillet dans la ville d'Oicha, au nord-Kivu déjà lourdement frappé par le terrorisme.

Elle a appelé que les auteurs de cette attaque soient traduits en justice. Paris a également appelé à « une action urgente, résolue et coordonnée de l'armée congolaise et de la Monusco pour protéger la population civile et ramener la sécurité dans les provinces bordant le lac Kivu ».

Noël Ndong

DIVISION 1-SAISON 2016-2017

La Linafoot fixe la reprise au 15 août

Le comité de gestion de la Ligue nationale de football (Linafoot) a fixé, au 15 août 2016, la date de la reprise du championnat national de football -Division 1- pour la saison 2016-2017.

L'information est sur le site web officiel du Tout Puissant Mazembe, club champion du Congo pour la saison 2015-2016 qui reprend une correspondance de l'instance organisatrice du championnat

cours de la saison 2015-2016. Elle tiendra son assemblée générale le jeudi 28 juillet 2016, alors que les clubs débiteront leurs assises le 22 juillet. Mazembe organisera la sienne le dimanche 24 juillet 2016.

Si la date de l'ouverture de la saison sportive est trouvée, la Ligue nationale de football devra également se pencher sérieusement sur l'harmonisation du calendrier des matches avec les calendriers

toires de la Coupe d'Afrique des nations et de la Coupe du monde) ne perturbent pas le championnat national. La solution est nécessairement dans l'harmonisation des calendriers.

Ainsi, la Commission des compétitions et championnat de la Linafoot devra tenir compte des matches du Tout Puissant Mazembe qui dispute la phase des groupes de la Coupe de la Confédération ; la troisième journée c'est déjà le 23 août au stade TP Mazembe de la commune de Kamalondo à Lubumbashi contre Young Africans de la Tanzanie. Les demi-finales et la finale de cette compétition auront lieu, respectivement le 16 et 23 septembre ; et le 28 octobre 2016.

Les Léopards de la RDC, pour leur part, débiteront la campagne des éliminatoires de la Coupe du monde Russie 2018 en octobre. La Linafoot devra ainsi intégrer ces échéances continentales, ainsi que les trêves circonstancielles pour les matches amicaux Fifa de la sélection dans le prochain calendrier de la saison 2015-2016.

Martin Enyimo



Le comité de gestion de la Ligue nationale de football dirigé par le président Jeef Kapondo

nationale adressée aux clubs engagés dans cette compétition nationale de football. L'on apprend, par ailleurs, que la Linafoot a adopté le calendrier des assemblées générales des vingt-huit équipes ayant pris part à son championnat au

de la Confédération africaine de football et de la Fifa. Car, c'est à ce niveau que se niche souvent l'entorse. Que les matches internationaux (des clubs engagés en compétitions africaines interclubs et de la sélection aux élimina-

HANDBALL

La RDC vainqueur du 5^e Challenge Trophy à Kinshasa

Les Léopards handball messieurs de la RDC ont remporté, le mercredi 6 juillet 2016 au terrain annexe du stade des Martyrs de Kinshasa, la cinquième édition du Challenge Trophy, tournoi de handball de la Zone IV (Afrique Centrale).



Vue d'un match de handball masculin

En finale de cette compétition organisée par la Fédération de handball de Congo (Fehand), les handballeurs Rd-Congolais ont dominé les Diables Rouges du Congo Brazzaville par trente à vingt-deux. En demi-finales, la RDC s'imposait face au Cameroun par vingt-neuf à dix-sept, alors que le Congo-Brazzaville soumettait la République centrafricaine par trente-sept à vingt-sept.

Auparavant, les Léopards handball messieurs avaient successivement battu les handballeurs du Sao Tomé & Principe par quarante-sept à onze, ensuite ceux de la République centrafricaine par trente-cinq à vingt. Le Congo-Brazzaville surplombait

le Tchad par quarante et un à vingt-six, ensuite le Cameroun par trente-huit à trente-deux. Dirigée par le coach Donatien Tshitenda, la sélection masculine rd-congolaise a été constituée de Butadi Chadrack, Mayola Giresse, Angolo Moïse, Lukombo Belly, Ikoli Manix, Kongolo Victor, Yahoza Chtistian, Libambu Arnold, Ombokala Erick, Elengesa Christopher, Mukete Fiston, Lilingo Ange, Kalenda Thierry et Morisho Danny.

Notons-le, le Challenge Trophy 2016 a été organisé sur le patronage du président de la République Joseph Kabila. Le Congo-Brazzaville, la République centrafricaine, le Cameroun, le Tchad, le Sao Tomé &

Principe et la RDC pays hôte du tournoi y ont pris part en version masculine. Le Gabon et la Guinée Equatoriale ont brillé par leur absence. Chez les dames, on a noté la participation du Cameroun, de la République centrafricaine et du Tchad. Les meilleures nations cotées à l'issue de cette compétition sous-régionale prendront part au Challenge Trophy continental prévu en décembre 2016. La Fédération internationale de handball organise ce tournoi afin de permettre aux pays mal classés de relever leur niveau et d'acquies progressivement l'expérience des compétitions internationales.

M.E.

RUGBY

Herman Mbonyo réélu à la tête de la Fécorugby

La Fédération congolaise de Rugby (Fécorugby) a organisé, le vendredi 1^{er} juillet en son siège sur l'avenue Dima dans la Commune de Kinshasa, son assemblée générale extraordinaire électorale.



Candidat à sa propre succession, Herman Mbonyo a été réélu à l'unanimité comme président, soit vingt-deux voix sur vingt-deux, pour un mandat de quatre

ans. Ce fut également le cas du premier vice-président Kayenge Mantanta Donatien, du deuxième vice-président Mutu Makumbi Flory, du troisième vice-président Muyasenga Jean-Paul.

Le quatrième vice-président sortant, Isaac Nsimba, a été recon-

duit avec vingt et une voix sur vingt-deux. Le secrétaire général Achille Nsungani a aussi recueilli la totalité des voix, ainsi que le secrétaire général adjoint Crispin Nzazi, le trésorier général Laurent Nyenda Munzengenge et la trésorière générale adjointe Pamela Kasa Muka. Lion met à l'actif de ce comité exécutif la conservation par les Léopards rugby du trophée de la Coupe d'Afrique des nations deuxième division zone sud. Le 21 mai 2016, la RDC a battu le Rwanda à Kigali par quinze à neuf en finale de cette compétition, gardant le trophée que les rugbmen congolais avaient remporté en juin 2015.

M.E.

HUMEUR

Tâchons de ne pas rejeter la compétition économique, elle est la mère de la qualité

Il est ici question de valoriser la concurrence économique loyale car elle est source de la bonne qualité et de la baisse des prix des biens et services. Alors que les entreprises et les sociétés dans toute leur forme ne refusent pas de se livrer à ce jeu de façon loyale, car ce jeu est bénéfique à la fois pour des entreprises et sociétés elles-mêmes et pour les consommateurs.

Loin de nous l'idée de nous substituer aux structures techniques légalement autorisées dans tous les domaines d'activités socio-économiques pour évaluer la qualité des services et biens, nous avons tout simplement voulu à travers cet humeur, épinglez quelques effets positifs d'une bonne concurrence, car la situation du monopole économique arrête l'innovation et crée de la routine entrepreneuriale ou sociétale, alors que la compétition permet d'aller vers les meilleures qualités des biens et services de peur de voir ses marques, marchandises et services être rejetés ou écartés par les consommateurs, qui par essence, ont toujours été exigeants.

Ceci étant, nous voulons tout d'abord circonscrire la notion de qualité. Elle signifierait entre autres, en des termes plus simples, des produits qui durent plus longtemps et fonctionnent mieux, des services après-vente ou de dépannage plus performants, un meilleur accueil du client etc. Tenez ! Parlant par exemple des services émanant des sociétés de téléphonie mobile en pleine compétition ici ou ailleurs, quel serait le comportement des clients vis-à-vis de la société P qui rendrait des services en deçà des attentes ? Constat, nuit et jour, des grincements de dents et lamentations se feront entendre ici et là. Dans ce cas, on n'est pas loin d'assister à une fuite des clients pour d'autres sociétés de téléphonie mobile plus compétitives avec des services de qualité acceptable.

Oui la qualité, nous l'avons signifié, renvoie à la meilleure production des biens et services et est générée par la concurrence économique. Mais que dirons-nous de la compétition- économique elle-même ? Elle peut renvoyer à la présence au même moment sur un territoire donné de plusieurs entreprises ou sociétés produisant des biens et services de même nature et agissant de façon loyale mais en positionnement de rivaux avérés pour des mêmes consommateurs. D'où intervient même la notion du marketing pour vite faire savoir auprès des consommateurs ce qui est bon afin qu'il soit vite écoulé. La concurrence-économique, acceptons-la, limite le mauvais savoir-faire de certaines structures productrices des biens et services et crée de l'innovation pour ajouter un « plus » dans l'appréciation du produit.

Et lorsqu'il y a plusieurs sociétés ou entreprises qui entrent en compétition, les effets se font sentir sur le marché et même au niveau de ce que l'on appelle couramment par le panier de la ménagère avec le nivellement vers le bas des prix de la marchandise pour qu'elle puisse être vite écoulée. A ce sujet, Montesquieu écrivait, « c'est la concurrence qui met un juste prix aux marchandises, et qui établit les vrais rapports entre elles ».

Enfin, lorsqu'on écarte ce que d'aucun appellerait par la compétition-économique déloyale, dans laquelle on n'est toujours pas sûr d'avoir de la qualité qu'il faut par défaut de contrôle technique des biens et services produits, la vraie concurrence-économique est donc à encourager vu ses effets positifs. Alors, que ce soit au niveau des brasseries, la production du ciment, les compagnies d'aviation, le transport routier, la production des eaux minérales, la menuiserie ou la peinture, l'architecture, les écoles privées surtout, les sociétés de gardiennage, le transit, l'hôtellerie, les consommateurs n'attendent que des bons services et des bons produits, donc acceptons tous à bras ouverts, la compétition-économique.

Ainsi, que l'on veuille ou pas, la concurrence-économique loyale peut susciter l'innovation, qui elle-même va de la conception des produits jusqu'aux services offerts, en passant par des techniques de production. Pourquoi alors les entreprises et autres structures productrices des biens et services, ne voudraient pas de la compétition, si au final elle est une bonne chose pour les uns et les autres ?

Faustin Akono

ENFANTS ET JEUNES DE LA RUE

Plus de 646 millions de F CFA pour la prise en charge sanitaire et psychosociale

Le samusocial Pointe-Noire a lancé officiellement, le 5 juillet, le projet dénommé : « Action concertée pour l'accessibilité des enfants et jeunes de la rue de Pointe-Noire à des services sanitaires et psychosociaux de qualité », cofinancé par l'Union européenne, la mairie de Pointe-Noire, Total E&P Congo et Congo Terminal à hauteur de 646 millions de francs CFA, pour une durée de trois ans

Le nouveau projet en faveur des enfants et jeunes de la rue (EJDR) de Pointe-Noire a été présenté aux différents partenaires du samusocial par sa coordonatrice, Marrion filliol. Il vise à renforcer la synergie entre acteurs publics et privés, et à favoriser l'insertion desdits jeunes dans un cycle de formation afin de déboucher sur un emploi, a indiqué la coordonatrice du projet cofinancé par l'Union européenne (UE) avec l'appui des partenaires dont le samusocial international et l'association des Salésiens de Don Bosco.

Le représentant du président du Conseil d'administration, le premier adjoint au maire, Victor Foudi, a souligné l'importance du nouveau projet. « Ce projet se veut ambitieux car, au-delà des activités classiques du samusocial qui se reposent sur la prise en charge médicopsychosociale,

nous tenons à œuvrer en amont pour prévenir le phénomène des enfants et jeunes de la rue dans la ville de Pointe-Noire en nouant des liens, avec les circonscriptions d'action sociale et les leaders communautaires. Ce projet prend également en compte le volet de l'insertion et de la réinsertion professionnelle des jeunes adultes grâce à l'appui et l'expérience de notre partenaire Don Bosco », a-t-il indiqué. Il a ajouté que ce projet inscrit leur action dans la synergie avec les autorités déconcentrées et décentralisées en vue de permettre de redoubler d'efficacité dans la thématique d'intervention, la santé, le social, les droits humains, la justice principalement, afin d'améliorer les dispositifs de prise en charge des EJDR et par conséquent leur condition de vie. Ce projet est cofinancé par l'UE, la mairie de Pointe-Noire, Total E&P Congo et Congo Terminal à hauteur de 646 millions de francs CFA. Délivrant son message, Valentina Baraldi, assistante technique de la délégation de l'UE, a présenté le regret de l'institution de ne pas avoir pu prendre part au lancement du projet qui est une première étape qui vise à aider les populations vulnérables notamment, les jeunes et les enfants de la rue dans les programmes na-

tionaux de développement social en leur garantissant une prise en charge appropriée.

Au total 500 enfants et jeunes de la rue de Pointe-Noire, les professionnels et responsables de 20 organisations de la société civile, 14 services sociaux et/ou de santé, 7 commissariats et Maisons d'arrêt sont des bénéficiaires directs du projet. Cependant, les bénéficiaires indirects sont également impliqués, dans l'action des directions départementales concernées par la protection de l'enfance, la santé, les droits humains, les affaires sociales et l'action humanitaire. L'objectif du projet étant de garantir l'accès à des services sanitaires et psychosociaux de qualité adaptés aux EJDR par le renforcement des synergies publiques et privées. Durant trois ans, chaque acteur, à savoir le Samusocial Pointe-Noire, l'association des salésiens de Don Bosco, le samusocial international, la municipalité de Pointe-Noire, les directions départementales des affaires sociales et des droits humains et le Réseau des intervenants dans le phénomène des enfants de la rue vont jouer un rôle très déterminant dans la prise en charge. Soulignons que plusieurs activités seront menées au cours des trois ans pour parvenir aux résultats attendus.

Charlem Léa Legnoki

Les cinéphiles du monde ont rendez-vous en août prochain à Pointe-Noire

La 1^{ère} édition internationale du Moké Film festival a lieu du 2 au 6 août à Pointe-Noire. Pendant cinq jours, les passionnés du 7^e art vont revisiter et reposer la question de la place de l'Afrique dans le cinéma.

Le festival international du Film de Pointe-Noire propose un panorama des films d'Afrique et d'ailleurs à travers un court métrage pour la compétition, et un long en hors compétition. Cette programmation est à l'image de la ville océane, c'est-à-dire multiculturelle et porté vers l'échange et la découverte.

La diversité de la population à Pointe-Noire donne tout son sens à ce choix des cinémas du monde. Ce thème permet de mettre en lumière certaines cultures délaissées à travers les autres événements internationaux. Par des soirées thématiques, des débats et des rencontres, le festival essaiera de comprendre et d'analyser l'évolution du cinéma en Afrique.

Le Moké Film Festival de Pointe-Noire est un regard sur l'autre et



sur les cultures africaines.

Selon Wilfrid Massamba, son directeur, chaque année, un pays d'Afrique sera mis à l'honneur. Pour cette première édition, c'est la République démocratique du Congo qui a été choisie, un pays qui, malgré de nombreux et récurrents tumultes, résiste et propose une création cinématographique innovante.

Près de 40 films (fiction, animation, documentaire) de la RD Congo, du Congo Brazzaville, du Burkina Faso, du Cameroun, d'Espagne, de Tunisie, du Mexique, du Sénégal, du Maroc,

du Togo, du Niger, du Mali, de Côte d'Ivoire, de La Réunion, de Madagascar, de France, seront projetés au Complexe Royal Cinéma de Mpita, où se dérouleront l'essentiel de la programmation. Ce cadre approprié au cinéma avec ses 150 places offre un confort idéal et des conditions optimales d'une salle de cinéma moderne.

En marge du festival, il sera organisé le marché du film. C'est un espace professionnel de vente et d'achat des œuvres cinématographiques et audiovisuelles. Ce sera également un cadre de rencontres, de promotions et d'échanges des œuvres cinématographiques et audiovisuelles ainsi que des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel du Congo. Les lampions du Moké Festival vont s'éteindre le 6 Août après la distinction par le jury des acteurs, scénaristes ou réalisateurs... qui recevront chacun un trophée en forme de baobab, l'arbre mythique africain chargé d'histoire, symbole de paix, de non violence et de longévité comme le festival qui veut être une activité pérenne du continent et pourquoi pas du monde à l'instar des grands rendez-vous planétaires du 7^e art.

Hervé Brice Mampouya

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

La PDDA dotée d'un Conseil des producteurs

La nouvelle structure qui fait office de conseil d'administration, a pour mission d'examiner toutes les activités des instances dirigeantes, de veiller aux états financiers, de coordonner et valider tous les projets de la Plate-forme dynamique deux pieds dans l'agriculture (PDDA). L'idée est de booster la production agropastorale au Congo et de construire une véritable filière agricole destinée à l'exportation.

Placée sous le thème, « Agissons pour la sécurité alimentaire au Congo », la rencontre des producteurs agricoles tenue le 9 juillet dernier, selon le coordonnateur général de la plate-forme Philsin Wandza, vise non seulement à doter l'organisation d'un Conseil des producteurs, mais également d'attirer l'attention des pouvoirs publics et des partenaires au développement sur l'importance d'appuyer davantage les activités agricoles dans le pays.

Outre l'augmentation de la production agricole, le Conseil contribuera à atténuer les contraintes que l'agriculture fait peser sur l'environnement ; instaurer des politiques qui offrent aux agriculteurs des intrants pour améliorer leurs productivités ; rompre les décennies de préjugés à l'encontre de l'agriculture ; extirper les uns et les autres de la pauvreté par la création d'emplois et de revenus et augmenter les capacités des adhérents à épargner et investir dans l'agriculture.

Le responsable de la PDDA et vice-président du nouveau conseil définit les quatre objectifs majeurs du nouvel organe. Il s'agit de « réduire l'extrême pauvreté au Congo ; éliminer la faim et la malnutrition ; faire du Congo un exportateur net des produits vivriers et de rentes et propulser le pays au sommet des chaînes de valeur mondiale », a indiqué Philsin Wandza.

Celui-ci souligne par ailleurs que la plate-forme agricole entend être « un partenaire sûr » du ministère de l'Agriculture et de l'élevage, afin de développer le secteur. La finalité serait « zéro chômeur en milieu rural et zéro faim au Congo », a martelé le secrétaire général du Conseil, Honoré Nsongui Tonadio.

Rappelons que la PDDA regroupe plus de 141 producteurs agricoles sur l'ensemble du territoire. Elle poursuit sa campagne de sensibilisation, en regroupant des familles en coopératives et en équipant les nouveaux adhérents des nouvelles techniques agricoles.

Fiacre Kombo

CYCLISME

Le projet du premier tour du Congo en étude

A l'instar d'autres pays, le Congo aimerait lui aussi avoir son propre tour cyclisme. Quatre coureurs ont posé les bases de la réalisation du projet développé par l'ambassadeur de l'Italie au Congo par une compétition de mise en jambe



Les coureurs cyclistes reçus à l'arrivée par Léon Alfred Opimbat et Andrea Mazzella (Photo Adiac)

François Malanda, Teixeira Samba, Guy Mbandza Nkodia et André Thibault des catégories d'élite et master ont à la fois assuré la vulgarisation du cyclisme congolais et la visibilité de la route Brazzaville-Pointe-Noire qu'ils ont parcouru en trois étapes notamment : Brazzaville-Mindouli, Mindouli-Dolisie et Dolisie-Pointe-Noire. Un circuit estimé à 530 km x2 puisqu'il s'agissait d'un aller et retour.

Partis de Brazzaville, le 29 juin par le viaduc, le peloton qu'ils ont formé est arrivé le 6 juillet devant le ministère des Sports et de l'éducation physique. Ils ont été félicités par le ministre des Sports et de l'éducation physique et l'ambassadeur de

l'Italie. C'est Andrea Mazzella qui a mis les coureurs en route, prenant lui-même le départ seulement et pas l'arrivée. Techniquement, a souligné Ampha Massikini, l'officiel technique chargé de l'organisation, la mise en jambe s'est bien déroulée. Il n'y a eu selon lui, ni d'abandon, ni d'ennuis mécaniques. Il n'y a pas non plus eu de cas de maladie ou de cas d'accident dans le peloton qui roulait.

A l'arrivée des coureurs, l'ambassadeur de l'Italie a déclaré que le temps était venu pour que le Congo emboîte le pas aux autres pays à l'instar de la République démocratique du Congo, Burkina Faso... qui ont déjà leur tour du cyclisme. « En

six jours, ils ont fait plus de 1200 KM soit 200 Km par jours à vélo y compris les montagnes du Mayombe. C'est un geste athlétique exceptionnel. Ça va promouvoir le cyclisme et leur donner le courage et de la confiance. Vous savez que dans d'autres pays, il y a un tour. Je pense que le moment est venu avec toutes les infrastructures dont dispose le pays pour réaliser le tour du Congo », a indiqué Andrea Mazzella.

Léon Alfred Opimbat a, quant à lui, reconnu que le Congo a maintenant des possibilités d'organiser une compétition de qualité qui partira du Nord au sud. Il a instruit les gestionnaires du Cyclisme congolais à faire en sorte que le rêve du tour du Congo devienne réalité.

« Cette première étape qui n'est qu'une étape de vulgarisation pour aller vers la mise en œuvre d'une étape stratégique qui pourront prendre en compte le sport d'élite également parce que comme dans d'autres pays, il y a des compétitions de cyclisme qui font les tours des pays. Nous sommes dans la première étape de la mise en œuvre du tour du Congo. Les jeux africains ont permis de mettre à disposition à la Fédocy des outils ; aujourd'hui, ils n'attendent qu'à s'organiser pour que nous puissions aller plus loin dans le vélo », a précisé le ministre. Selon les spécialistes, la réalisation du tour nécessite l'implication des sponsors.

James Golden Eloué

RÉFLEXION

Où nous conduira la nouvelle « guerre froide » ?

La question essentielle qui se pose de façon dramatique depuis le début de l'ère industrielle et qui ne reçoit toujours de réponse est la suivante : pourquoi les grandes puissances, qui disposent de tous les moyens nécessaires pour appréhender correctement l'avenir et prévoir les effets désastreux que ne manqueront pas d'avoir leurs actions extérieures sur la stabilité du monde continuent-elles d'agir en fonction de leurs seuls intérêts immédiats ?

Cette question fondamentale, si les puissances coloniales se l'étaient posée quand elles décidèrent de piller le Sud à l'époque de la colonisation, si la France et l'Allemagne se l'étaient posée à la veille des deux guerres mondiales que généra leur affrontement fratricide, si les dirigeants des Etats-Unis et de la Russie se l'étaient posée eux aussi lorsqu'ils se lancèrent dans le conflit absurde que fut la « guerre froide » au sortir de ces mêmes af-

frontements des centaines de millions de vies humaines auraient été épargnées et l'humanité aurait résolu la plupart des problèmes qui menacent aujourd'hui son existence.

Il semble, malheureusement, que la richesse, la prospérité, la puissance, loin de conférer aux nations qui les détiennent la raison, la prudence, la sagesse qui devraient logiquement en découler rendent leurs gouvernants sourds et aveugles, ceci au grand dam de l'humanité. Et le progrès technique, loin de corriger les dérives qu'engendre le pouvoir à l'échelle de la planète, semble les amplifier. Avec comme perspective la résurgence d'affrontements que l'on croyait à jamais révolus tant ils avaient causé hier de dégâts, ouvert de blessures irréparables.

Ce qui se passe actuellement en Europe avec la relance de la « Guerre froide » entre les Occidentaux et la

Russie, ou en Asie avec la menace qui ne cesse de grandir d'un conflit ouvert entre la Chine, le Japon et les Etats-Unis prouve que les mauvais instincts sont plus vivants que jamais et que le monde apparemment stable dans lequel nous vivons peut à tout moment sombrer dans une nouvelle crise d'ampleur planétaire. Ne tenant aucun compte des erreurs commises dans le passé, incapables d'anticiper les conséquences des actions suicidaires qu'elles entreprennent pour défendre leurs intérêts égoïstes, les grandes puissances menacent la paix du monde et l'on voit mal ce qui pourrait les amener à changer de comportement.

D'où cette idée qui paraîtra simpliste à beaucoup, mais qui pourrait bien s'imposer à brève échéance tant sont grands les dangers que fait courir l'aveuglement des « Grands » à notre espèce : si le monde dit « émergent » s'organisait pour parler d'une seule et

même voix, imposer aux puissants de ce monde une réforme en profondeur de la gouvernance mondiale, détailler les effets probables des nouvelles « guerres froides » qui se dessinent alors peut-être, alors sans doute les affrontements qui se dessinent céderaient la place à un dialogue planétaire dont sortirait une paix durable.

Rassemblant plus de la moitié de l'humanité et détenant l'essentiel des ressources naturelles du globe sur lequel nous vivons, ce nouveau Tiers-monde aurait toutes les chances d'infléchir le cours des événements en amenant les puissants à prévoir les conséquences inévitables de leurs erreurs présentes. D'où cette question subsidiaire mais fondamentale pour la suite de l'histoire : les dirigeants des peuples concernés ont-ils conscience que leur pouvoir latent donne aujourd'hui à l'humanité toute entière une chance sérieuse d'échapper aux drames à venir ?

Jean-Paul Pigasse